

CONSEIL COMMUNAL DU 27 MAI 2024
GEMEENTERAAD VAN 27 MEI 2024

PROCÈS VERBAL
PROCES-VERBAAL

Présents
Aanwezig

Ariane Calmeyn, *Présidente/Voorzitster* ;
Olivier Maingain, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Eric Bott, Xavier Liénart, Jean-François Thayer, Gregory Matgen, Philippe Jacquemyns, Delphine De Valkeneer, *Echevin(e)s/Schepenen* ;
Georges De Smul, Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke, Fabienne Henry, Francine Bette, Julie Van Goidsenhoven-Bolle, Françoise Charue, Quentin Deville, Nuria Bordes Castells, Amélie Pans, Charles Six, Jacques Melin, Michaël Loriaux, Marie-Jeanne Peti Mpangi , Laïla Anbari, Jean-Claude Van der Auwera, Elsa Boonen, Chantal Dransart, Salla Saastamoinen, Anne Drion du Chapois, Yves Van de Castele, *Conseillers/Gemeenteraadsleden* ;
Patrick Lambert, *Secrétaire communal/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Isabelle Molenberg, Michèle Nahum, *Echevin(e)s/Schepenen* ;
Sonia Begyn, Adelaïde de Patoul, Jean Ullens de Schooten, Ingrid Goossens, Steve Detry, Kurt Deswert, *Conseillers/Gemeenteraadsleden*.

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

SECRETARIAT - SECRETARIAAT

Secrétariat - Secretariaat

27.05.2024/A/0001 **Communications.**

La présidente signale que Mmes MOLENBERG, NAHUM, BEGYN, de PATOUL et GOOSSENS ainsi que MM. ULLENS de SCHOOTEN et DESWERT sont excusés.

Elle informe l'assemblée qu'une question d'actualité sera traitée après les interpellations et avant la séance à huis clos.

Mededelingen.

De voorzitter deelt mee dat mevrouwen MOLENBERG, NAHUM, BEGYN, de PATOUL en GOOSSENS alsmede de heren ULLENS de SCHOOTEN en DESWERT verontschuldigd zijn.

Ze deelt de bijeenkomst mee dat er een vraag over de actualiteit na de interpellaties en voor de besloten zitting zal behandeld worden.

27.05.2024/A/0002 **Point en urgence - Mise à l'ordre du jour de la présente séance.**

La présidente soumet à l'assemblée un point en urgence, à traiter à huis clos, portant sur la mise à disposition, pour une période limitée, d'un appartement pour une famille

gazaouie.
L'urgence est admise à l'unanimité.

25 votants : 25 votes positifs.

Dringend punt - Toevoeging aan de agenda van de huidige zitting.

De voorzitter legt een dringend punt voor aan de vergadering, dat achter gesloten deuren moet behandeld worden, over de beschikbaarstelling, voor een beperkte periode, van een flat voor een gezin uit Gaza.
De dringendheid wordt unaniem aanvaard.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0003 **Procès-verbaux des séances du 22/04 et du 15/05/2024 - Approbation.**

Les procès-verbaux des séances du 22/04 et du 15/05/2024 sont approuvés.

25 votants : 25 votes positifs.

Processen-verbaal van de vergaderingen van 22/04 en van 15/05/2024 - Goedkeuring.

De processen-verbaal van de vergaderingen van 22/04 en van 15/05/2024 worden goedgekeurd.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

AFFAIRES JURIDIQUES - JURIDISCHE ZAKEN

Affaires juridiques - Juridische zaken

27.05.2024/A/0004 **Ordonnance de police relative à la sécurité publique pendant la période du Championnat d'Europe de football 2024 du 14/06/2024 au 14/07/2024 - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, telle que modifiée ;

Vu la loi du 28/12/1983 sur la patente pour le débit de boissons spiritueuses, telle que modifiée ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 26/01/2017 fixant les conditions de diffusion du son amplifié dans les établissements ouverts au public, tel que modifié ;

Vu le règlement général de police approuvé en séance du 22/04/2024 ;

Vu l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région bruxelloise, et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 16/07/1998 relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative, et ses modifications ultérieures ;

Vu la circulaire du 08/09/2016 relative à la réforme de la tutelle administrative ;

Considérant que le Championnat d'Europe de football 2024, pour lequel l'équipe nationale belge de football est qualifiée, va se dérouler du 14/06/2024 au 14/07/2024 en Allemagne ;

Considérant que des retransmissions publiques de matchs sur écran dans des lieux publics ou aux terrasses de café seront organisées ;

Considérant qu'en raison de l'affluence du public, il importe de veiller à la sécurité tant des visiteurs que des habitants de la commune et au maintien du bon ordre sur la voie publique ;

Considérant qu'il convient dès lors de prendre les mesures nécessaires en vue de garantir la sécurité publique et d'éviter les incidents ;

Considérant qu'à l'expérience, ce type de manifestation engendre une exagération dans la consommation de boissons alcoolisées, donnant lieu à des rixes ou incidents ainsi qu'à l'utilisation de contenants en verre comme projectiles ;

Considérant qu'il faut entendre par « boisson spiritueuse » une boisson distillée ayant un titre alcoométrique supérieur à 1,2 % ou une boisson fermentée de plus de 22 %, cette catégorie comprenant donc ce qui est communément appelé « alcools forts » ainsi que les prémix type « alcopops » et cocktails réalisés à partir d'une boisson distillée ;

Considérant que l'usage de pétards, de feux d'artifice ou d'articles pyrotechniques destinés à produire des lueurs, de la fumée ou du bruit est souvent accompagné de rassemblements et d'attroupements de personnes sur la voie publique ;

Considérant les divers troubles à l'ordre public provoqués par l'usage intempestif de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques ; que ces troubles risquent d'être accentués lors du Championnat d'Europe de football 2024, événement sportif d'une certaine ampleur et pouvant provoquer une liesse de la part du public ;

Considérant également certaines provocations vis-à-vis des forces de l'ordre à l'occasion desquelles des pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques sont utilisés ;

Considérant qu'il est de jurisprudence constante que la notion de « voie publique » s'entend comme la voie ouverte à la circulation publique par terre, peu importe que cette voie soit située sur le terrain public ou privé pour autant que le caractère privatif des lieux ne soit pas signalé ;

Considérant que l'article 28 de la loi du 16/03/1968 relative à la police de la circulation routière stipule que l'on entend par « lieu public » la voie publique, les terrains ouverts au public et les terrains non publics mais ouverts à un certain nombre de personnes ;

Considérant que des mesures de sécurité doivent être prises afin de garantir le bon

déroulement de la manifestation sportive du Championnat d'Europe de football 2024 durant toute sa période ;

Vu la nouvelle loi communale, en particulier les articles 117, 119, 119bis et 135 § 2 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2024 ;

DECIDE :

Article 1^{er} : Dispositions générales

§1. Sauf si les faits sont constitutifs d'infractions pénales, sera sanctionné, conformément à l'article 6 de la présente ordonnance, quiconque jette ou projette sans motif légitime un ou plusieurs objets dans un lieu public, sur un bien meuble, un bien immeuble ou sur une ou plusieurs personnes et/ou animaux se trouvant à proximité, tous les jours de matchs du Championnat d'Europe de football 2024 durant la période du 14/06/2024 au 14/07/2024, entre 14h et 07h le lendemain.

§2. Sauf si les faits sont constitutifs d'infractions pénales, sera sanctionné, conformément à l'article 6 de la présente ordonnance, quiconque, se trouvant seul ou en groupe, incite à porter des coups et blessures, à la haine ou à l'emportement à l'égard d'une ou plusieurs personnes et/ou animaux, tous les jours de matchs du Championnat d'Europe de football 2024 durant la période du 14/06/2024 au 14/07/2024, entre 14h et 07h le lendemain.

§3. La vente de pétards, feux d'artifice et articles pyrotechniques destinés à produire des lueurs, de la fumée ou du bruit est interdite sur l'ensemble du territoire de la commune pendant la période du 14/06/2024 au 14/07/2024.

§4. La détention et l'utilisation d'objets visés au §3 est interdite sur l'ensemble du territoire de la commune pendant la période du 14/06/2024 au 15/07/2024.

§5. Tout objet visé au §3 sera saisi et détruit aux frais du contrevenant.

Article 2 : De l'autorisation des retransmissions publiques sur écran

§1. Toute retransmission publique sur écran d'un match du Championnat d'Europe de football 2024 dans un lieu public, y compris les terrasses en domaine privé mais à l'exception des lieux clos et couverts, doit faire l'objet d'une autorisation préalable du bourgmestre.

§2. Sur le site de Louvain-en-Woluwe tel que délimité sur le plan ci-annexé, les retransmissions ne peuvent se dérouler qu'après le 29/06/2024.

§3. Seules les retransmissions des matchs en direct sont autorisées et limitées à la stricte durée du match.

§4. Un seul écran par terrasse est autorisé, d'une dimension de maximum 4 m².

§5. Le responsable de la terrasse règlera la puissance sonore de la diffusion, de sorte que cette dernière soit limitée à sa terrasse. En outre, il doit s'assurer de placer tout écran de manière telle que les personnes non-clientes de l'établissement ne puissent regarder cet écran.

§6. En cas de trouble à l'ordre public ou de tapage constaté par les services de police, il sera mis immédiatement fin à la diffusion. Le bourgmestre pourra entre autres interdire toute autre retransmission pour la terrasse concernée, et ce jusqu'à la fin du Championnat d'Europe de football 2024.

Article 3 : De l'autorisation du bourgmestre

§1. Le délai pour introduire la demande d'autorisation visée à l'article 2 auprès du bourgmestre est de trois jours ouvrables au plus tard avant le début du Championnat d'Europe de football 2024 ou avant la retransmission du match de football souhaité. L'autorisation accordée sera valable pour toute la période du Championnat d'Europe de football 2024 ou pour la période restante de ce Championnat si la demande d'autorisation a été introduite au cours de ce dernier.

Toute demande introduite tardivement est irrecevable.

§2. La demande d'autorisation doit expressément préciser la catégorie sonore dans laquelle l'établissement se trouve en matière de diffusion au sens de l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 26/01/2017 fixant les conditions de diffusion du son amplifié dans les établissements ouverts au public (catégorie 1 (maximum 85 dB(A)) ou catégorie 2 (maximum 95 dB(A) et 110 dB(C)).

§3. L'autorisation est délivrée à titre précaire et révocable, sous forme d'un titre personnel et incessible, qui n'engage pas la responsabilité de la commune. Elle peut être modifiée ou révoquée par le bourgmestre à tout moment et sans indemnité lorsque l'intérêt général ou une autorité supérieure l'exige.

Article 4 : De l'interdiction de la détention de spiritueux et de contenants en verre sur tous les lieux de retransmission

§1. L'offre, la vente et la détention de boissons, alcoolisées ou non, dans des bouteilles ou récipients en verre ou en toute autre matière dont l'usage en qualité de projectile pourrait être dommageable pour les personnes, les animaux et les biens, est interdite sur tous les lieux de retransmission durant toute la période du Championnat d'Europe de football 2024 (du 14/06/2024 au 14/07/2024).

§2. La vente et la consommation de telles boissons, tant à l'intérieur de l'établissement que sur sa terrasse, à l'exception des boissons spiritueuses, ne sont autorisées durant toute la période du Championnat d'Europe de football 2024 (du 14/06/2024 au 14/07/2024) qu'à la condition d'être servies dans des récipients réutilisables ne pouvant causer de dommages aux personnes, aux animaux et aux biens.

§3. L'offre, la vente et la détention de boissons spiritueuses est interdite sur tous les lieux de retransmission, en ce compris les terrasses HORECA diffusant une retransmission du Championnat d'Europe de football 2024.

§4. Durant la manifestation sportive, les contenants en verre ou les boissons spiritueuses pourront être vidés à l'égout et mis à la décharge.

Article 5 : Des obligations incombant à l'organisateur d'évènement visé à l'article 2

En matière de sonorisation, l'organisateur et les animateurs en charge de celle-ci sont tenus solidairement de respecter l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 26/01/2017 fixant les conditions de diffusion du son amplifié dans les établissements ouverts au public ainsi que les arrêtés du Gouvernement de la Région bruxelloise du 21/11/2022 relatifs à la lutte contre les bruits de voisinage et à la lutte contre le bruit et les vibrations générés par les installations classées :

§1. La puissance électro-acoustique de sortie des installations de sonorisation doit être conforme à l'arrêté du 26/01/2017 susvisé et aux obligations qu'il impose. La catégorie sonore dans laquelle l'organisateur et les animateurs se trouvent en matière

de diffusion (catégorie 1 (maximum 85 dB(A) ou catégorie 2 (maximum 95 dB(A) et 110 dB(C)) devra être précisée dans la demande visée à l'article 3 et les mesures afférentes à chaque catégorie devront être rencontrées.

§2. Les diffuseurs seront placés à une hauteur suffisante de manière à être dirigés vers le bas en direction de la surface occupée principalement par le public.

§3. Toute diffusion de musique pendant les pauses publicitaires et/ou pendant la mi-temps doit être conforme à l'arrêté susvisé.

§4. L'organisateur de toute retransmission a l'obligation de prendre toutes les mesures de précaution nécessaires pour prévenir les atteintes aux personnes et aux biens, en ce compris toutes les dispositions concrètes pour prévenir les débordements commis par le public. Il sera tenu de mettre en place un dispositif d'encadrement de la manifestation conformément aux instructions de la police.

Article 6 : Sanctions administratives

§1. Toute personne ayant commis une infraction à la présente ordonnance sera punie d'une amende administrative aux taux prévus par la loi du 24/06/2013 relative aux sanctions administratives communales, soit 500 EUR maximum si elle est majeure et 175 EUR maximum si elle est mineure de 16 ans accomplis.

Conformément aux articles 12 et 18 de la loi du 24/06/2013, une médiation obligatoire pour les mineurs ayant atteint l'âge de 16 ans accomplis au moment des faits et facultative pour les majeurs est mise en place. Cette médiation vise la réparation ou l'indemnisation du dommage causé par l'auteur ou à apaiser le conflit.

§2. Les infractions aux autorisations délivrées en vertu de la présente ordonnance peuvent également être sanctionnées par :

- la suspension administrative d'une autorisation ou permission délivrée par la commune ;
- le retrait administratif d'une autorisation ou permission délivrée par la commune ;
- la fermeture administrative d'un établissement à titre temporaire ou définitif.

§3. Il y a récidive lorsque le contrevenant a déjà été sanctionné pour une même infraction dans les vingt-quatre mois qui précèdent la nouvelle constatation de l'infraction.

Article 7 : Publication et entrée en vigueur

La présente ordonnance est publiée et affichée conformément aux dispositions en la matière. Elle deviendra obligatoire le lendemain de l'affichage aux valves.

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

25 votants : 25 votes positifs.

Politieverordening betreffende de openbare veiligheid tijdens de periode van het Europees kampioenschap voetbal 2024 van 14/06/2024 tot 14/07/2024 - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, zoals gewijzigd;

Gelet op de wet van 28/12/1983 betreffende het verstrekken van sterke drank, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 26/01/2017 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het algemeen politiereglement goedgekeurd in zitting van 22/04/2024;

Gelet op de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest, en haar latere wijzigingen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 16/07/1998 betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht, en zijn latere wijzigingen;

Gelet op de omzendbrief van 08/09/2016 met betrekking tot de hervorming van het administratief toezicht;

Overwegende dat het Europees kampioenschap voetbal 2024, waarvoor het Belgische nationale voetbalelftal zich heeft gekwalificeerd, van 14/06/2024 tot 14/07/2024 in Duitsland plaatsvindt;

Overwegende dat er openbare uitzendingen van wedstrijden op schermen op openbare plaatsen of op caféterrassen zullen worden georganiseerd;

Overwegende dat het vanwege de verwachte opkomst belangrijk is om de veiligheid van zowel bezoekers als inwoners van de gemeente te waarborgen en de orde op de openbare weg te handhaven;

Overwegende dat het daarom aangewezen is de nodige maatregelen te nemen om de openbare veiligheid te waarborgen en incidenten te voorkomen;

Overwegende dat de ervaring leert dat dergelijke evenementen gepaard gaan met overmatig gebruik van alcoholische drank, met knokpartijen of incidenten en zelfs het gebruik van glazen houders als projectielen tot gevolg;

Overwegende dat onder de term “sterke drank” moet worden verstaan een gedistilleerde drank met een alcoholgehalte van meer dan 1,2% of een gegiste drank met een alcoholgehalte van meer dan 22%; dat deze categorie dus omvat wat algemeen bekend staat als “sterke drank”, evenals voormengsels zoals “alcopops” en cocktails gemaakt van een gedistilleerde drank;

Overwegende dat het gebruik van rotjes, vuurwerk of pyrotechnische artikelen bestemd om licht, rook of lawaai te produceren, vaak gepaard gaat met bijeenkomsten en samenscholingen van mensen op de openbare weg;

Overwegende dat het ongepaste gebruik van rotjes, vuurwerk en pyrotechnische artikelen de openbare orde op verschillende manieren verstoort; dat deze verstoringen waarschijnlijk zullen verergeren tijdens het Europees kampioenschap voetbal 2024, een sportevenement van een zekere omvang dat jubelstemming bij het publiek kan uitlokken;

Overwegende dat bovendien bepaalde provocaties kunnen plaatsvinden tegen ordehandhavers waarbij rotjes, vuurwerk en pyrotechnische artikelen worden

gebruikt;

Overwegende dat het volgens vaste rechtspraak is dat onder het begrip “openbare weg” wordt verstaan een weg die openstaat voor het openbaar verkeer op de grond, ongeacht of deze weg zich op openbaar of particulier terrein bevindt, op voorwaarde dat het privékarakter van de plaats niet wordt aangegeven;

Overwegende dat artikel 28 van de wet van 16/03/1968 betreffende de politie over het wegverkeer bepaalt dat onder “openbare plaats” wordt verstaan de openbare weg, de terreinen toegankelijk voor het publiek en de niet-openbare terreinen die voor een zeker aantal personen toegankelijk zijn;

Overwegende dat veiligheidsmaatregelen moeten worden genomen om het goede verloop van het sportevenement Europees kampioenschap voetbal 2024 tijdens de gehele duur ervan te garanderen;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikelen 117, 119, 119bis en 135 § 2;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/05/2024;

BESLIST:

Artikel 1: Algemene bepalingen

§1. Tenzij de feiten een strafrechtelijke inbreuk vormen, wordt eenieder die op een wedstrijddag van het Europees kampioenschap voetbal 2024 in de periode van 14/06/2024 tot 14/07/2024 tussen 14.00 uur en 7.00 uur de volgende dag zonder wettige reden een of meer voorwerpen op een openbare plaats naar roerende of onroerende goederen of naar een of meer personen en/of dieren in de nabijheid gooit of werpt, gestraft overeenkomstig artikel 6 van deze verordening.

§2. Tenzij de feiten een strafrechtelijke inbreuk vormen, wordt eenieder die op een wedstrijddag van het Europees kampioenschap voetbal 2024 in de periode van 14/06/2024 tot 14/07/2024 tussen 14.00 uur en 7.00 uur de volgende dag alleen of in groepsverband aanzet tot slagen en verwondingen, haat of woede ten opzichte van een of meer personen en/of dieren, gestraft overeenkomstig artikel 6 van deze verordening.

§3. De verkoop van rotjes, vuurwerk en pyrotechnische artikelen die bedoeld zijn om licht, rook of lawaai te produceren, is in de periode van 14/06/2024 tot 14/07/2024 verboden op heel het grondgebied van de gemeente.

§4. Het bezit en gebruik van de in §3 bedoelde voorwerpen is in de periode van 14/06/2024 tot 15/07/2024 verboden op heel het grondgebied van de gemeente.

§5. Elk in §3 bedoeld voorwerp wordt in beslag genomen en op kosten van de overtreder vernietigd.

Artikel 2: Toestemming voor openbare uitzendingen op schermen

§1. Elke openbare uitzending op schermen van een wedstrijd van het Europees kampioenschap voetbal 2024 op een openbare plaats, met inbegrip van terrassen op privé domeinen maar met uitzondering van gesloten en overdekte zones, moet het voorwerp uitmaken van een voorafgaande toestemming door de burgemeester.

§2. Op de site van Louvain-en-Woluwe, zoals aangegeven op bijgevoegd plan, mogen de uitzendingen pas plaatsvinden na 29/06/2024.

§3. Alleen rechtstreekse uitzendingen van wedstrijden zijn toegelaten en strikt beperkt tot de duur van de wedstrijd.

§4. Per terras is slechts één scherm toegestaan met een maximale grootte van 4 m².

§5. De verantwoordelijke van het terras moet het geluidsniveau van de verspreiding zodanig instellen dat deze beperkt blijft tot het terras. Hij moet er ook voor zorgen dat het scherm zo geplaatst is dat mensen die geen klant zijn van het etablissement er niet naar kunnen kijken.

§6. In geval van verstoring van de openbare orde of geluidsoverlast die door de politie wordt vastgesteld, wordt de verspreiding onmiddellijk stopgezet. De burgemeester kan onder andere verdere uitzendingen vanaf het betreffende terras verbieden tot het einde van het Europees kampioenschap voetbal 2024.

Artikel 3: Toestemming van de burgemeester

§1. De uiterste datum voor het indienen van de in artikel 2 bedoelde vergunningsaanvraag bij de burgemeester is uiterlijk drie werkdagen voor de aanvang van het Europees kampioenschap voetbal 2024 of voor de uitzending van de gewenste voetbalwedstrijd. De verleende toestemming geldt voor de gehele periode van het Europees kampioenschap voetbal 2024 of voor de resterende periode van dit kampioenschap indien de vergunningsaanvraag in de loop van dit laatste is ingediend.

Elke te laat ingediende aanvraag is niet ontvankelijk.

§2. In de vergunningsaanvraag moet uitdrukkelijk worden vermeld in welke geluidscategorie het etablissement valt voor het verspreiden van geluid in de zin van het besluit van de Brusselse Regering van 26/01/2017 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen (categorie 1 (maximaal 85 dB(A)) of categorie 2 (maximaal 95 dB(A) en 110 dB(C))).

§3. De toestemming wordt verleend op preciaire en herroepbare basis, in de vorm van een persoonlijke en onoverdraagbare titel die geen aansprakelijkheid van de gemeente met zich meebrengt. Ze kan op elk moment en zonder vergoeding door de burgemeester worden gewijzigd of herroepen indien het algemeen belang of een hogere overheid dit vereist.

Artikel 4: Verbod op het bezit van sterke drank en glazen houders op alle plaatsen waar de uitzendingen plaatsvinden

§1. Het aanbod, de verkoop en het bezit van al dan niet alcoholhoudende drank in flessen of houders van glas of enig ander materiaal waarvan het gebruik als projectiel schadelijk kan zijn voor personen, dieren en goederen, is verboden op alle uitzendplaatsen gedurende de periode van het Europees kampioenschap voetbal 2024 (van 14/06/2024 tot 14/07/2024).

§2. De verkoop en consumptie van dergelijke drank, zowel binnen het etablissement als op het terras, met uitzondering van sterke drank, is alleen toegestaan tijdens de gehele periode van het Europees kampioenschap voetbal 2024 (van 14/06/2024 tot 14/07/2024) op voorwaarde dat deze wordt geserveerd in herbruikbare houders die geen schade kunnen toebrengen aan personen, dieren of goederen.

§3. Het aanbod, de verkoop en het bezit van sterke drank is verboden op alle uitzendplaatsen, met inbegrip van de horecaterrassen waar het Europees kampioenschap voetbal 2024 wordt uitgezonden.

§4. Tijdens het sportevenement mogen glazen houders of sterke drank in de goot worden uitgegoten en bij het vuilnis worden gezet.

Artikel 5: Verplichtingen van de organisator van een evenement zoals bedoeld in artikel 2

Wat de geluidsinstallaties betreft, zijn de organisator en de animatoren verantwoordelijk ervoor hoofdelijk gehouden tot naleving van het besluit van de Brusselse Regering van 26/01/2017 tot vaststelling van de voorwaarden voor het verspreiden van versterkt geluid in voor publiek toegankelijke inrichtingen, alsook van de besluiten van de Brusselse Regering van 21/11/2022 betreffende de strijd tegen het buurtlawaai en de strijd tegen de geluids- en trillingenhinder voortgebracht door de ingedeelde inrichtingen:

§1. Het uitgaand elektroakoestisch vermogen van de geluidsinstallaties moet voldoen aan voormeld besluit van 26/01/2017 en de verplichtingen die het oplegt. De geluidscategorie waarin de organisator en de animatoren zich bevinden met betrekking tot het verspreiden van geluid (categorie 1 (maximaal 85 dB(A) of categorie 2 (maximaal 95 dB(A) en 110 dB(C))) moet worden gespecificeerd in de in artikel 3 bedoelde aanvraag en de maatregelen met betrekking tot elke categorie moeten worden nageleefd.

§2. De luidsprekers moeten op een zodanige hoogte worden geplaatst dat ze naar beneden gericht zijn, in de richting van de oppervlakte die hoofdzakelijk door het publiek wordt bezet.

§3. Elke verspreiding van muziek tijdens reclameblokken en/of rusttijden moet voldoen aan voormeld besluit.

§4. De organisator van een uitzending is verplicht alle nodige voorzorgsmaatregelen te nemen om schade aan personen en goederen te voorkomen, met inbegrip van alle praktische maatregelen om uitspattingen van het publiek te voorkomen. Hij of zij is verplicht een controlesysteem voor het evenement op te zetten overeenkomstig de instructies van de politie.

Artikel 6: Administratieve sancties

§1. Elke persoon die deze verordening overtreedt, wordt gestraft met een administratieve boete tegen de tarieven die zijn bepaald in de wet van 24/06/2013 betreffende de gemeentelijke administratieve sancties, namelijk maximaal 500 EUR als hij of zij meerderjarig is en maximaal 175 EUR als hij of zij minderjarig is en de volle leeftijd van 16 jaar heeft bereikt.

Overeenkomstig artikelen 12 en 18 van de wet van 24/06/2013 is bemiddeling verplicht voor minderjarigen die op het moment van de feiten de volle leeftijd van 16 jaar hebben bereikt en optioneel voor meerderjarigen. Het doel van deze bemiddeling is om de door de dader veroorzaakte schade te herstellen of schadeloos te stellen of om het conflict te doen bedaren.

§2. Inbreuken op vergunningen die krachtens deze verordening zijn afgegeven, kunnen ook worden bestraft met:

- de administratieve schorsing van een door de gemeente afgegeven vergunning of toelating;
- de administratieve intrekking van een door de gemeente afgegeven vergunning of toelating;
- de tijdelijke of permanente administratieve sluiting van een etablissement.

§3. Er is sprake van recidive wanneer de overtreder in de vierentwintig maanden voorafgaand aan de vaststelling van de nieuwe inbreuk al is bestraft voor dezelfde inbreuk.

Artikel 7: Publicatie en inwerkingtreding

Deze verordening wordt gepubliceerd en aangeplakt overeenkomstig de toepasselijke bepalingen. Ze wordt bindend op de dag volgende op die van haar aanplakking op de aanplakborden.

Deze beraadslaging zal, ter beschikking, aan dhr. Minister-President van het Brussels Gewest doorgestuurd worden.

25 stemmers : 25 positieve stemmen.

ADMINISTRATION ET MARCHÉS - ADMINISTRATIE EN OPDRACHTEN

Administration et marchés - Administratie en opdrachten

27.05.2024/A/0005 **Divers sites - Entretien et mise en conformité des cabines HT en 2024 et 2025 (ID 3264) - Procédure négociée sans publication au préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 135.500 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'entretien et la mise en conformité des cabines HT en 2024 et 2025 pour divers sites ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à l'entretien et la mise en conformité des cabines HT en 2024 et 2025 pour divers sites ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3264 relatif au marché « ID 3264 - Divers sites - Entretien et mise en conformité des cabines HT en 2024 et 2025 » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 135.500 EUR TVAC (82.500 EUR en 2024 et 53.000 EUR en 2025) ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ELECTRO 80, Vilvoordsesteenweg 154 à 1820 Steenokkerzeel,
- ELECTRABEL SA, boulevard Simon Bolivar 34 à 1000 Bruxelles,
- VIKEL SPRL, Parc des Saules 3/1 à 1300 Wavre,
- EURECAYPHAS SPRL, rue Général de Gaulle 44 à 7140 Morlanwelz ;

Considérant que cette dépense est prévue aux différents articles/125-06 du budget ordinaire de l'exercice 2024 et est à prévoir aux différents articles/125-06 du budget ordinaire de l'exercice 2025 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE, sous réserve de l'inscription des crédits nécessaires au budget de l'exercice 2025 par le Conseil communal et de leur approbation par l'autorité de tutelle :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3264 et le montant estimé du marché « ID 3264 - Divers sites - Entretien et mise en conformité des cabines HT en 2024 et 2025 », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 135.500 EUR TVAC (82.500 EUR en 2024 et 53.000 EUR en 2025) ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - ELECTRO 80, Vilvoordsesteenweg 154 à 1820 Steenokkerzeel,
 - ELECTRABEL SA, boulevard Simon Bolivar 34 à 1000 Bruxelles,
 - VIKEL SPRL, Parc des Saules 3/1 à 1300 Wavre,
 - EURECAYPHAS SPRL, rue Général de Gaulle 44 à 7140 Morlanwelz ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit aux différents articles/125-06/6310 à 6315 du budget ordinaire de l'exercice 2024 (82.500 EUR) et à prévoir aux différents articles/125-06 du budget ordinaire de l'exercice 2025 (53.000 EUR).

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance.»

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Diverse sites - Onderhoud en aanpassing van de hoogspanningscabines in 2024 en 2025 (ID 3264) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 135.500 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot het onderhoud en de aanpassing van de hoogspanningscabines in 2024 en 2025;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/05/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot het onderhoud en de aanpassing van de hoogspanningscabines in 2024 en 2025;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1, 1°, a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, lid 1, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op het bestek met nr. 2024-3264 betreffende de opdracht "ID 3264 - Diverse sites - Onderhoud en aanpassing van de hoogspanningscabines in 2024 en 2025";

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 135.500 EUR incl. btw (82.500 EUR in 2024 et 53.000 EUR in 2025);

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- ELECTRO 80, Vilvoordsesteenweg 154 te 1820 Steenokkerzeel,
- ELECTRABEL nv, Simon Bolivarlaan 34 te 1000 Bruxelles,
- VIKEL sprl, Parc des Saules 3/1 te 1300 Wavre,
- EURECAYPHAS sprl, rue General De Gaule 44 te 7140 Morlanwelz;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op verschillende artikelen .../125-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024 en voorzien moet worden op verschillende artikelen .../125-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2025;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST, onder voorbehoud van inschrijving van de nodige kredieten in de begroting van het dienstjaar 2025 door de Gemeenteraad en van de goedkeuring ervan door de toezichthoudende overheid:

- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2024-3264 en de raming voor de opdracht “ID 3264 - Diverse sites - Onderhoud en aanpassing van de hoogspanningscabines in 2024 en 2025”: de lastvoorwaarden worden vastgesteld zoals voorzien in het bestek en zoals opgenomen in de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en de raming bedraagt 135.500 EUR incl. btw (82.500 EUR in 2024 et 53.000 EUR in 2025);
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - ELECTRO 80, Vilvoordsesteenweg 154 te 1820 Steenokkerzeel,
 - ELECTRABEL nv, Simon Bolivarlaan 34 te 1000 Bruxelles,
 - VIKEL sprl, Parc des Saules 3/1 te 1300 Wavre,
 - EURECAYPHAS sprl, rue General De Gaule 44 te 7140 Morlanwelz;
- de uitgave voor deze opdracht in te schrijven op verschillende artikelen .../125-06/6310 tot 6315 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024 (82.500 EUR) en te voorzien op verschillende artikelen .../125-06 van de gewone begroting van het dienstjaar 2025 (53.000 EUR).

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

27.05.2024/A/0006 **Divers bâtiments communaux - Maintenance des systèmes anti-intrusion pendant 36 mois (ID 3250) - Procédure négociée sans publication préalable - Firmes à consulter : 4 - Dépense : max. 120.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de désigner un nouveau prestataire de services pour la maintenance des systèmes anti-intrusion des bâtiments de l'ensemble de l'administration, des écoles et crèches communales ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/04/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de désigner un nouveau prestataire de services pour la maintenance des systèmes anti-intrusion des bâtiments de l'ensemble de l'administration, des écoles et crèches communales ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 120.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires sont à inscrire aux divers articles xxxxx/125-06 du budget ordinaire des exercices 2024 à 2027 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE, sous réserve de l'approbation des budgets 2025 à 2027 par le Conseil communal et l'autorité de tutelle :

- d'approuver le lancement d'un marché de services pour la maintenance des systèmes anti-intrusion des bâtiments de l'ensemble de l'administration, des écoles et crèches communales pendant 36 mois ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable, en application des articles 42 § 1^{er}, 1^o, a) de la loi du 17/06/2016 et 90, alinéa 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et de l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver le cahier des charges s'y rapportant ;
- d'approuver la dépense globale y afférente estimée à maximum 120.000 EUR TVAC, à prévoir et à inscrire aux divers articles xxxxx/125-06 du budget ordinaire des exercices 2024 à 2027 ;
- d'approuver la liste des quatre firmes à consulter à cette occasion, telle que reprise ci-dessous :
 - STANLEY SECURITY BELGIUM BVBA, boulevard International 9 à 1070 Anderlecht,
 - SECURITY ALARM SYSTEMS SPRL, avenue de Roodebeek 125 bte 15 à 1030 Schaerbeek,
 - TECHPRO SECURITY SPRL, rue de l'Est 27 à 1030 Schaerbeek,
 - GENERAL EQUIPMENT AND SERVICES SPRL, rue aux Fleurs 1A à 1380 Ohain.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Verschillende gemeentelijke gebouwen - Onderhoud van inbraakbeveiligingssystemen gedurende 36 maanden (ID 3250) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: max. 120.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.05.2024/A/0007 **Bâtiments communaux - Nettoyage de vitres (ID 3279) - Relance - Procédure négociée sans publication préalable - Firmes à consulter : 3 - Dépense : 60.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de relancer le marché pour le nettoyage des vitres dans les différents bâtiments communaux en 2024 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de relancer le marché pour le nettoyage des vitres dans les différents bâtiments communaux en 2024 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3279 relatif au marché « ID 3279 - Bâtiments communaux - Nettoyage de vitres - Relance » ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 60.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- CLEAN-UP SA, Parc Industriel 26 à 1440 Wauthier-Braine,
- ECS, avenue Champs de Repos 60 bte 1 à 1140 Evere,
- XLG FACILITY, rue Maréchal Foch 21 à 4400 Flémalle ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu aux divers articles

...../124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3279 et le montant estimé du marché « ID 3279 - Bâtiments communaux - Nettoyage de vitres - Relance », les conditions étant fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics et le montant estimé s'élevant à 60.000 EUR TVAC ;
- de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;
- de consulter les firmes suivantes dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :
 - CLEAN-UP SA, Parc Industriel 26 à 1440 Wauthier-Braine,
 - ECS, avenue Champs de Repos 60 bte 1 à 1140 Evere,
 - XLG FACILITY, rue Maréchal Foch 21 à 4400 Flémalle ;
- de financer cette dépense par le crédit inscrit aux divers articles/124-06 du budget ordinaire de l'exercice 2024.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke gebouwen - Schoonmaak van ruiten (ID 3279) - Herlancering - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 3 - Uitgave: 60.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

Delphine De Valkeneer entre en séance / treedt in zitting.

Julie Van Goidsenhoven-Bolle entre en séance / treedt in zitting.

27.05.2024/A/0008 **Salle du Conseil communal - Fourniture et installation d'un système de conférence - Procédure négociée sans publication préalable - Cahier des charges - Firmes à consulter : 4 - Dépense : 75.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Nouvelles technologies, il s'indique de remplacer le système de conférence de la salle du Conseil communal ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/04/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Nouvelles technologies, il s'indique de remplacer le système de conférence de la salle du Conseil communal ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, a) (la dépense à approuver HTVA n'atteint pas le seuil de 143.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu le cahier des charges n° 2024-3276 ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 75.000 EUR ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure négociée sans publication préalable ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu à l'article 13900/742-53 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant qu'il est proposé de consulter les opérateurs économiques suivants dans le cadre de la procédure négociée sans publication préalable :

- ACS PARTNERS, Parc Industriel 22 à 1440 Braine-le-Château,
- ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX, place du Champ de Mars 5/14 à 1050 Ixelles,
- AUVICOM, Suikerkaai 40B à 1500 Halle,
- PLAY AV, Venecoweg 2 à 9810 Nazareth ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- d'approuver le lancement d'un marché pour l'acquisition d'un système de conférence pour la salle du Conseil communal ;
- d'approuver le choix de la procédure négociée sans publication préalable ;
- d'approuver le cahier des charges n° 2024-3276 ;
- d'approuver la dépense estimée de 75.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/742-53/5502 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- d'approuver la liste des firmes suivantes à consulter dans le cadre de ce marché :
 - ACS PARTNERS, Parc Industriel 22 à 1440 Braine-le-Château,
 - ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX, place du Champ de Mars 5/14 à 1050 Ixelles,
 - AUVICOM, Suikerkaai 40B à 1500 Halle,
 - PLAY AV, Venecoweg 2 à 9810 Nazareth.

Les fonds nécessaires au paiement de cette dépense seront prélevés sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeenteraadzaal - Levering en installatie van een conferentiesysteem - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Bestek - Te raadplegen firma's: 4 - Uitgave: 75.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het op verzoek van de dienst Nieuwe technologieën aangewezen is over te gaan tot de vervanging van het conferentiesysteem in de Gemeenteraadzaal;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 25/04/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het op verzoek van de dienst Nieuwe technologieën aangewezen is over te gaan tot de vervanging van het conferentiesysteem in de Gemeenteraadzaal;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1, 1^o, a) (de goed te keuren uitgave excl. btw bereikt de drempel van 143.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, lid 1, 1^o;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat het bestek met nr. 2024-3276;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 75.000 EUR;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;

Overwegende dat deze uitgave voorzien is op artikel 13900/742-53 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Overwegende dat volgende ondernemers in aanmerking komen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:

- ACS PARTNERS, Parc Industriel 22 te 1440 Braine-le-Château,

- ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX, Marsveldplein 5/14 te 1050 Elsene,
- AUVICOM, Suikerkaai 40B te 1500 Halle,
- PLAY AV, Venecoweg 2 te 9810 Nazareth ;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikel 234 § 3;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan het plaatsen van een opdracht voor de aankoop van een conferentiesysteem voor de Gemeenteraadszaal;
- bovengenoemde opdracht te gunnen bij wijze van de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking;
- goedkeuring te verlenen aan het bestek met nr. 2024-3276 ;
- de geraamde uitgave van 75.000 EUR incl. btw goed te keuren en in te schrijven op artikel 13900/742-53/5502 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;
- volgende ondernemers uit te nodigen om deel te nemen aan de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking:
 - ACS PARTNERS, Parc Industriel 22 te 1440 Braine-le-Château,
 - ECONOCOM PRODUCTS & SOLUTIONS BELUX, Marsveldplein 5/14 te 1050 Elsene,
 - AUVICOM, Suikerkaai 40B te 1500 Halle,
 - PLAY AV, Venecoweg 2 te 9810 Nazareth.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

27.05.2024/A/0009 **Ecoles communales - Fournitures et manuels scolaires subsidiés et non subsidiés pour l'année scolaire 2024-2025 (ID 3265) - Acquisition - Procédure négociée sans publication préalable - Firmes à consulter : 22 - Dépense : max. 160.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique de prévoir l'acquisition de fournitures et de manuels scolaires subsidiés et non subsidiés dans le cadre de la gratuité des fournitures scolaires durant l'année scolaire 2024-2025 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 18/04/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Enseignement, il s'indique de prévoir l'acquisition de fournitures et de manuels scolaires subsidiés et non subsidiés dans le cadre de la gratuité des fournitures scolaires durant l'année scolaire 2024-2025 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, d), iii) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90, alinéa 1^{er}, 1^o ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 160.000 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits nécessaires seront à inscrire aux articles 72200/124-02 et 75100/124-02 du budget ordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver le lancement d'un marché pour l'acquisition de fournitures et de manuels scolaires subsidié et non subsidiés dans le cadre de la gratuité des fournitures scolaires durant l'année scolaire 2024-2025 ;
- de retenir la procédure négociée sans publication préalable comme procédure de passation de ce marché à commandes, en application des articles 42 § 1^{er}, 1^o, d), iii) de la loi du 17/06/2016 et 90, alinéa 1^{er}, 1^o de l'arrêté royal du 18/04/2017 ainsi que de l'arrêté royal du 14/01/2013 ;
- de prévoir à cet effet une dépense maximale de 160.000 EUR TVAC, à inscrire aux articles 72200/124-02 et 75100/124-02 du budget ordinaire de l'exercice 2024 ;
- de consulter les firmes reprises ci-après :
 - A LIVRE OUVERT / LE RAT CONTEUR, rue Saint-Lambert 116 en c/c ;
 - ATELIER DE GEPETTO BY OLIVOODS TOYS, avenue Georges Henri 286 en c/c ;
 - BAERT, Essenestraat 16 à 1740 Ternat ;
 - BRICOLUX, rue Saint-Isidore 2 à 6900 Marloie ;
 - CREACORNER, Tomberg 52 en c/c ;
 - DIE KEURE, Kleine Pathoekeweg 3 à 8000 Brugge ;
 - EDITIONS AVERBODE, ERASME, place Baudouin Premier 2 à 5004 Bouge ;
 - EDITIONS HATIER, rue d'Assas 8 à 75006 Paris (France) ;
 - EDITIONS NATHAN, Fond Jean-Pâques 6 à 1348 Louvain-la-Neuve ;
 - EDITIONS ISTRAS, boulevard de Sébastopol 131 à 75002 Paris (France) ;
 - EDITION ODILON, rue de Bruneau 8 à 89100 Nailly (France) ;
 - EDITIONS VAN IN, rue Emile Francqui 3 (2^e étage) à 1435 Mont-Saint-Guibert ;
 - GAI SAVOIR, rue de la Station 60 à 6043 Charleroi ;
 - HAGELAND EDUCATIEF, Eilandstraat 4 à 3294 Molenstede ;

- HOP TOYS, rue Robert Koch 6 à 34080 Montpellier (France) ;
- L'ECOLE DES LOISIRS, boulevard Louis Schmidt 79 à 1040 Etterbeek ;
- MYCOMICRO.COM/VIEBAT SPRL, rue du Presbytère 13 à 7110 Houdeng-Aimeries ;
- PLANTYN NV, Posthofbrug 6 à 2600 Antwerpen ;
- SEMMIE SPREKEND SPEL & TRAINING OLIVIER, Noortlaan 108 (4e verdieping) à 3133 AT Vlaardingen (Pays-Bas) ;
- VIROUX, rue de l'Essor 3 à 5060 Auvelais ;
- WESCO Mechelsesteenweg 401 à 1930 Nossegem ;
- UITGEVERIJ ZWIJSEN, Rijnkaai 37/9 à 2000 Antwerpen.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentescholen - Gesubsidieerde en niet-gesubsidieerde schoolbenodigdheden en -werkboeken voor het schooljaar 2024-2025 (ID 3265) - Aankoop - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Te raadplegen firma's: 22 - Uitgave: max. 160.000 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot een opdracht voor de aankoop van gesubsidieerde en niet-gesubsidieerde schoolbenodigdheden en -werkboeken als onderdeel van de gratis schoolbenodigdheden voor het schooljaar 2024-2025;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 18/04/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat het nodig blijkt over te gaan tot een opdracht voor de aankoop van gesubsidieerde en niet-gesubsidieerde schoolbenodigdheden en -werkboeken als onderdeel van de gratis schoolbenodigdheden voor het schooljaar 2024-2025;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 42 § 1, 1°, d), iii);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 90, lid 1, 1°;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de maximale uitgave op 160.000 EUR incl. btw geraamd wordt;

Overwegende dat de nodige kredieten ingeschreven moeten worden op artikelen

72200/124-02 en 75100/124-02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- de plaatsing van een opdracht voor de aankoop van gesubsidieerde en niet-gesubsidieerde schoolbenodigdheden en -werkboeken als onderdeel van de gratis schoolbenodigdheden voor het schooljaar 2024-2025 goed te keuren;
- de onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking als gunningsprocedure van deze bestellingsopdracht te kiezen, in toepassing van artikelen 42 § 1, 1°, d), iii) van de wet van 17/06/2016 en 90, lid 1, 1° van het koninklijk besluit van 18/04/2017 en van het koninklijk besluit van 14/01/2013;
- hiertoe een uitgave van 160.000 EUR incl. btw in te schrijven op artikelen 72200/124-02 en 75100/124-02 van de gewone begroting van het dienstjaar 2024;
- de hierna vermelde firma's te raadplegen:
 - A LIVRE OUVERT / LE RAT CONTEUR, Sint-Lambertusstraat 116 t/g;
 - ATELIER DE GEPETTO BY OLIIWOODS TOYS, Georges Henrilaan 286 t/g;
 - BAERT, Essenestraat 16 te 1740 Ternat;
 - BRICOLUX, rue Saint-Isidore 2 te 6900 Marloie;
 - CREACORNER, Tomberg 52 t/g;
 - DIE KEURE, Kleine Pathoekeweg 3 te 8000 Brugge;
 - EDITIONS AVERBODE, ERASME, place Baudouin Premier 2 te 5004 Bouge;
 - EDITIONS HATIER, rue d'Assas 8 te 75006 Paris (Frankrijk);
 - EDITIONS NATHAN, Fond Jean-Pâques 6 te 1348 Louvain-la-Neuve;
 - EDITIONS ISTRÀ, boulevard de Sébastopol 131 te 75002 Paris (Frankrijk);
 - EDITION ODILON, rue de Bruneau 8 te 89100 Naily (Frankrijk);
 - EDITIONS VAN IN, rue Emile Francqui 3 (2^e étage) te 1435 Mont-Saint-Guibert;
 - GAI SAVOIR, rue de la Station 60 te 6043 Charleroi;
 - HAGELAND EDUCATIEF, Eilandstraat 4 te 3294 Molenstede;
 - HOP TOYS, rue Robert Koch 6 te 34080 Montpellier (Frankrijk);
 - L'ECOLE DES LOISIRS, Louis Schmidlaan 79 te 1040 Etterbeek;
 - MYCOMICRO.COM/VIEBAT sprl, rue du Presbytère 13 te 7110 Houdeng-Aimeries;
 - PLANTYN nv, Posthofbrug 6 te 2600 Antwerpen;
 - SEMMIE SPREKEND SPEL & TRAINING OLIVIER, Noortlaan 108 (4e verdieping) te 3133 AT Vlaardingen (Nederland);
 - VIROUX, rue de l'Essor 3 te 5060 Auvélais;
 - WESCO, Mechelsesteenweg 401 te 1930 Nossegem;
 - UITGEVERIJ ZWIJSEN, Rijnkaai 37/9 te 2000 Antwerpen.

Deze beslissing zal ter informatie op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

27.05.2024/A/0010 **WTC - Réfection de la toiture plate des toilettes (ID 3257) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : FONSECA, FOGEL & CIE - Dépense : 8.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la rénovation de la toiture plate des toilettes du WTC ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 02/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de procéder à la rénovation de la toiture plate des toilettes du WTC ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 8.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les trois firmes suivantes ont été consultées dans le cadre de ce marché :

- FONSECA, FOGEL & CIE : 6.000 EUR TVAC,
- VIGO SA : pas d'offre remise,
- DELHEZ TOITURES: pas d'offre remise ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 13700/724-60 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme FONSECA, FOGEL & CIE, chaussée de Haecht 435 à 1030 Schaerbeek, pour la rénovation de la toiture plate des toilettes du WTC, conformément à son

offre d'un montant de 6.000 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'engager un montant de 8.000 EUR à l'article 13700/724-60/6232 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

WTC - Renovatie van het platte dak van de toiletten (ID 3257) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: FONSECA, FOGEL & CIE - Uitgave: 8.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.05.2024/A/0011 **Archives communales - Acquisition d'un déshumidificateur (ID 3277) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : AJ-AIR - Dépense : 1.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique d'acquérir un déshumidificateur pour le local accueillant les archives communales ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 02/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique d'acquérir un déshumidificateur pour le local accueillant les archives communales ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 1.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 13700/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant que les trois opérateurs économiques suivants ont été consultés à cette occasion :

- BEPA, rue Isidore Derèse 171 à 5190 Jemeppe-sur-Sambre : 1.074 EUR TVAC,
- MADUELECTRO, sentier du Chafor 4 à 5030 Gembloux : pas d'offre,
- AJ-AIR, route d'Achêne 7 à 5561 Houyet (siège social : rue Saint-Denys 30 à 5330 Assesse) : 922 EUR TVAC ;

Considérant que la firme AJ-AIR a remis l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme AJ-AIR, route d'Achêne 7 à 5561 Houyet (siège social : rue Saint-Denys 30 à 5330 Assesse), pour l'acquisition d'un déshumidificateur d'air, aux conditions de son offre du 22/04/2024 d'un montant de 922 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 1.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 13700/744-98/6368 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentelijke archieven - Aankoop van een ontvochtiger (ID 3277) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: AJ-AIR - Uitgave: 1.000 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.05.2024/A/0012 **Stade Fallon - Marquage d'une piste d'athlétisme 8 couloirs (ID 3280) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : FILIP HEBBELINCK BVBA - Dépense : 14.500 EUR TVAC - Information.**

Le Conseil prend connaissance.

Fallonstadion - Herbelijning van een 8-baans atletiekpiste (ID 3280) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: FILIP HEBBELINCK bvba - Uitgave: 14.500 EUR incl. btw - Informatie.

DE RAAD,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de herbelijning van een 8-baans atletiekpiste;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/05/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat het aangewezen is over te gaan tot de herbelijning van een 8-baans atletiekpiste;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 14.500 EUR incl. btw;

Overwegende dat het gaat om een opdracht van beperkte waarde;

Overwegende dat de volgende firma's werden geraadpleegd:

- FILIP HEBBELINCK bvba, Hillarestraat 47 te 9160 Lokeren: 14.459,50 EUR incl. btw,
- SANDMASTER, rue du Marquis de Raies 22 te 91080 Evry-Courcouronnes (Frankrijk): 17.526,85 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 76410/725-60 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op artikelen 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- goedkeuring te verlenen aan de opdracht betreffende de herbelijning van een 8-baans atletiekpiste;
- deze opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de economisch meest voordelige bieder (op basis van de prijs), zijnde FILIP HEBBELINCK bvba (BE 0472.857.677), Hillarestraat 47 te 9160 Lokeren, tegen het nagerekende

offertebedrag van 14.459,50 EUR incl. btw;

- een bedrag van 14.500 EUR in te schrijven op artikel 76410/725-60/6482 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024.

Deze uitgave zal gedekt worden door middel van een lening aan te gaan bij het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van Gemeentelijke Thesaurieën.

Deze beslissing zal, ter informatie, op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden.”

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

27.05.2024/A/0013 **Déplacement et entreposage de véhicules sur le territoire de la zone de police Montgomery - Marché conjoint - Désignation du pouvoir adjudicateur : zone de police 5343 - Dépense : 80.000 EUR / 4 ans - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant que la zone de police 5343 se propose comme organe organisateur du marché public conjoint pour le déplacement et l'entreposage des véhicules sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre et Etterbeek ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant que la zone de police 5343 se propose comme organe organisateur du marché public conjoint pour le déplacement et l'entreposage des véhicules sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-Saint-Pierre et Etterbeek ;

Considérant, dès lors, qu'il appartient au Collège de désigner l'autorité ou l'organe qui interviendra en nom collectif, en qualité de pouvoir adjudicateur, en application de l'article 48 de la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics ;

Considérant que les crédits sont à prévoir à l'article 42100/124-06 des budgets ordinaires 2025 à 2028 ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234 § 3 ;

DECIDE :

- de désigner la zone de police 5343 comme pouvoir adjudicateur dans le cadre du marché public conjoint relatif au déplacement et à l'entreposage des véhicules sur le territoire des communes de Woluwe-Saint-Lambert, Woluwe-

Saint-Pierre et Etterbeek et de la zone de police 5343, en application de l'article 48 de la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics ;

- d'adopter une dépense de 80.000 EUR pour 4 ans, à prévoir à l'article 42100/124-06 des budgets ordinaires 2025 à 2028.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Verplaatsing en opslag van voertuigen op het grondgebied van de politiezone Montgomery - Gezamenlijke opdracht - Aanduiding van de aanbestedende overheid: politiezone 5343 - Uitgave: 80.000 EUR / 4 jaar - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.05.2024/A/0014 **Bâtiment sis rue Saint-Lambert 112 - Remplacement de la porte d'entrée du magasin - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : TORMAX - Dépense : 11.000 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder au remplacement de la porte d'entrée du magasin sis rue Saint-Lambert 112 ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/04/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Gestion du patrimoine, il s'indique de procéder au remplacement de la porte d'entrée du magasin sis rue Saint-Lambert 112 ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à maximum 11.000 EUR

TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les opérateurs économiques suivants ont été choisis afin de prendre part à ce marché :

- DORMAKABA, Monnikenwerve 17-19 à 8000 Brugge,
- TORMAX, Gontrode Heirweg 186 à 9090 Melle ;

Considérant que les firmes suivantes ont remis offre :

- DORMAKABA, Monnikenwerve 17-19 à 8000 Brugge : 8.948,20 EUR TVAC,
- TORMAX, Gontrode Heirweg 186 à 9090 Melle : 10.305,46 EUR TVAC ;

Considérant que les matériaux proposés par la firme TORMAX présentent une meilleure qualité que ceux proposés par la firme DORMAKABA ;

Considérant qu'il est proposé, tenant compte des éléments précités, de désigner la firme TORMAX, Gontrode Heirweg 186 à 9090 Melle, pour le remplacement de la porte d'entrée du magasin sis rue Saint Lambert 112, au montant de son offre contrôlé de 10.305,46 EUR TVAC ;

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 12400/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024, moyennant modification du programme des investissements ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la désignation de la firme TORMAX, Gontrode Heirweg 186 à 9090 Melle, pour le remplacement de la porte d'entrée du magasin sis rue Saint Lambert 112, conformément à son offre d'un montant de 10.305,46 EUR TVAC, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver dépense estimée à maximum 11.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 12400/724-60/5297 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements avec pour intitulé « Bâtiment sis rue Saint Lambert 112 - Remplacement de la porte d'entrée du magasin ».

Cette dépense sera financée au moyen d'un emprunt à contracter auprès du Fonds Régional Bruxellois de Refinancement des Trésoreries Communales.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET DECIDE de modifier l'intitulé du programme des investissements mentionné à l'article 12400/724-60 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 comme suit : « Bâtiment sis rue Saint Lambert 112 - Remplacement de la porte d'entrée du magasin ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que

ses arrêtés et circulaires complémentaires.

27 votants : 27 votes positifs.

Gebouw gelegen Sint-Lambertusstraat 112 - Vervanging van de winkelingangsdeur - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: TORMAX - Uitgave: 11.000 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0015 **Service Sports / Jeunesse - Table de tennis de table - Acquisition (ID 3275) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : LUC DANDOY SPORTS - Dépense : 660 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'à la demande du service Jeunesse, il s'indique d'acquérir une table de tennis de table pour l'antenne Jeunesse ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/04/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'à la demande du service Jeunesse, il s'indique d'acquérir une table de tennis de table pour l'antenne Jeunesse ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que la dépense est estimée à 660 EUR TVAC ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits nécessaires sont prévus à l'article 76100/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Considérant que les trois opérateurs économiques suivants ont été consultés à cette occasion :

- LUC DANDOY SPORTS, allée des Artisans 5 à 5590 Ciney : 660 EUR TVAC,

- SPORT & SPEL, Nieuwpoortsesteenweg 55 à 8400 Oostende : 802,50 EUR TVAC,
- SPORT-THIEME, J.B. Vinkstraat 12 à 3070 Kortenberg : 651 EUR TVAC ;

Considérant que les offres sont conformes aux besoins ;

Considérant que suite à l'analyse des offres réalisée par le responsable du service Sports / Jeunesse, il s'avère que du point de vue rapport qualité-prix, l'offre de la firme LUC DANDOY SPORTS, bien que légèrement plus chère, est économiquement la plus avantageuse ;

Considérant qu'il s'indique d'attribuer le marché à la firme LUC DANDOY SPORTS ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme LUC DANDOY SPORTS, allée des Artisans 5 à 5590 Ciney, pour l'acquisition d'une table de tennis de table, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016 et 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017, de l'arrêté royal du 14/01/2013 et des articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver la dépense de 660 EUR TVAC, inscrite à l'article 76100/744-98/5460 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en conséquence le programme des investissements.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET DECIDE de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

27 votants : 27 votes positifs.

Dienst Sport / Jeugd - Tafel voor tafeltennis - Aankoop (ID 3275) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: LUC DANDOY SPORTS - Uitgave: 660 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0016 **Ecole Princesse Paola - Aménagement d'un poulailler (ID 3267) - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : T.L. SERVICES - Dépense : 4.500 EUR TVAC - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.
27 votants : 27 votes positifs.

School "Princesse Paola" - Opzetten van een kippenhok (ID 3267) - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: T.L. SERVICES - Uitgave: 4.500 EUR incl. btw - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat, op aanvraag van de dienst Duurzame ontwikkeling, planning en vooruitzichten en in het kader van de regionale projectoproep "Label diervriendelijke gemeente 2023", een kippenhok en een omheining moeten worden gebouwd in de school "Princesse Paola";

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen in zitting van 18/04/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

"HET COLLEGE,

Overwegende dat, op aanvraag van de dienst Duurzame ontwikkeling, planning en vooruitzichten en in het kader van de regionale projectoproep "Label diervriendelijke gemeente 2023", een kippenhok en een omheining moeten worden gebouwd in de school "Princesse Paola";

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 124;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Overwegende dat deze investering tot 4.000 EUR wordt gesubsidieerd door Leefmilieu Brussel;

Overwegende dat het bedrag van de opdracht wordt geraamd op 4.500 EUR incl. btw;

Overwegende dat het om een opdracht van beperkte waarde gaat;

Gelet op de enige offerte van de firma T. L SERVICES, Erpsestraat 39 te 1930 Nossegem, ten bedrage van 4.045,03 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is op artikel 87901/741-52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- de opdracht van beperkte waarde voor het opzetten van een kippenhok in de school "Princesse Paola" te gunnen aan de firma T. L SERVICES, Erpsestraat 39 te 1930 Nossegem, overeenkomstig de voorwaarden van haar offerte ten bedrage van 4.045,03 EUR incl. btw;
- de betaling uit te voeren met het krediet ingeschreven op artikel 87901/741-52/4245 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024, waarop een bedrag van 4.500 EUR wordt vastgelegd;
- de ontvangsten van 4.000 EUR in te schrijven op artikel 87901/665-52 van de buitengewone begroting van het dienstjaar 2024;
- de Gemeenteraad voor te stellen de titel van het investeringsprogramma dienovereenkomstig te wijzigen.

De fondsen voor de betaling van deze uitgave zullen van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie en ter goedkeuring van de wijziging van het investeringsprogramma op een volgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

EN BESLIST de titel van het investeringsprogramma dienovereenkomstig te wijzigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0017 **Territoire communal - Divers travaux de réparation, d'entretien et d'aménagement des voiries communales (ID 3249) - 3e répétition du marché de base ID 1825 - Conditions du marché - Dépense : 500.000 EUR TVAC - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire de poursuivre le programme des travaux de réparation, d'entretien et d'aménagement des voiries communales ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 2^o (travaux/services nouveaux consistant en la répétition de travaux/services similaires) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu la décision du Conseil communal du 18/10/2021 approuvant le cahier des charges n° 2021-1825 du marché initial « Travaux de réparation, d'entretien et d'aménagement des routes municipales 2021 - ID 1825 », passé par procédure ouverte et attribué pour un montant de 326.233,39 EUR ;

Considérant que le cahier des charges initial n° 2021-1825 comprend la possibilité de répéter le marché via une procédure négociée suivant l'article 42 § 1^{er}, 2° de la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics, stipulant que des travaux nouveaux consistant en la répétition de travaux similaires peuvent être attribués à l'adjudicataire du marché initial par le même pouvoir adjudicateur par une des procédures visées à l'article 35, alinéa 1^{er} de la loi, à condition que ces travaux soient conformes au projet de base, la décision d'attribution des marchés répétitifs devant intervenir dans les trois ans après la conclusion du marché initial ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 29/12/2021 attribuant le lot 1 du marché initial à EUROVIA BELGIUM (n° BCE : BE 0402.784.778), allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht, le lot 2 n'ayant pas été attribué ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 19/05/2022 approuvant la 1^{re} répétition du marché initial ID 1825, attribué à EUROVIA BELGIUM (n° BCE : BE 0402.784.778), allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht, pour le lot 1, le lot 2 n'ayant pas été attribué ;

Vu la décision du Collège des bourgmestre et échevins du 31/08/2023 approuvant la 2^e répétition du marché initial ID 1825, attribué à EUROVIA BELGIUM (n° BCE : BE 0402.784.778), allée Hof ter Vleest 1 à 1070 Anderlecht, pour le lot 1, le lot 2 n'ayant pas été attribué ;

Considérant qu'un crédit de 500.000 EUR est prévu au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 42100/735-60 ;

Considérant que ce crédit est réparti à concurrence de 480.000 EUR pour l'exécution des travaux et de 20.000 EUR pour l'exécution de la coordination sécurité et santé ;

Considérant que cette dépense sera financée par emprunt ;

Vu l'article 234 § 1 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 02/05/2024 ;

DECIDE :

- de lancer la procédure visant l'attribution du marché répétitif « Travaux de réparation, d'entretien et d'aménagement des routes municipales 2021 - ID 3249 (3^e répétition du marché ID 1825) », comme prévu dans le cahier des charges n° 2021-1825 ;
- de choisir la procédure négociée sans publication préalable en application de l'article 42 § 1^{er}, 2° de la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics ;
- de financer cette dépense de 500.000 EUR TVAC par le crédit inscrit au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 42100/735-60/6282 (480.000 EUR pour les travaux) et 6283 (20.000 EUR pour la coordination sécurité et santé) ;
- de financer cette dépense par un emprunt à contracter auprès du Fonds

La présente délibération sera transmise, pour disposition, à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise.

27 votants : 27 votes positifs.

Gemeentelijk grondgebied - Herstellings-, onderhouds-, en aanpassingswerken van de gemeentewegen (ID 3249) - 3e herhaling van de basisopdracht ID 1825 - Opdrachtvoorwaarden - Uitgave: 500.000 EUR incl. btw - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 27 positieve stemmen.

ENSEIGNEMENT - ONDERWIJS

Enseignement francophone - Franstalig onderwijs

27.05.2024/A/0018 **Ecoles communales fondamentales francophones - Projet éducatif et pédagogique communal - Abrogation - Nouveau projet éducatif et pédagogique communal - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que le projet éducatif et pédagogique communal des écoles fondamentales francophones n'a pas été modifié depuis de nombreuses années et est à ce jour obsolète ;

Considérant que Mme Leila KAMOUN, inspectrice pédagogique communale, et M. Jean-Louis LEROY, coordinateur pédagogique à la Cellule de pilotage, ont rédigé un nouveau projet éducatif et pédagogique communal reprenant les qualités de notre enseignement communal ;

Vu l'avis favorable de la Commission paritaire locale du 17/04/2024 ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2024 ;

ABROGE le projet éducatif et pédagogique communal des écoles fondamentales francophones actuel

ET APPROUVE le nouveau projet éducatif et pédagogique communal des écoles fondamentales francophones tel que repris en annexe, avec effet au 08/07/2024.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

27 votants : 27 votes positifs.

Gemeentelijke franstalige basisscholen - Educatief en pedagogisch project - Intrekking - Nieuw educatief en pedagogisch project - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0019 **Cours communaux de langues modernes - Règlement d'ordre intérieur et règlement des études - Abrogation - Nouveau règlement d'ordre intérieur - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant que le règlement d'ordre intérieur et règlement des études des Cours communaux de langues modernes, approuvé par le Conseil communal en séance du 19/12/2022, ne répond plus aux réalités du terrain ni aux réglementations de la Communauté française en vigueur et qu'il y a donc lieu de l'actualiser ;

Vu le courriel du 11/04/2024 de M. Bruno LESPINOIS, directeur des Cours communaux de langues modernes, transmettant un nouveau règlement d'ordre intérieur ;

Vu le décret de la Communauté française du 16/04/1991 organisant l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié ;

Vu le décret de la Communauté française du 27/10/2006 relatif aux recours dans l'enseignement de promotion sociale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15/05/2014 relatifs aux dossiers pédagogiques de sections et unités d'enseignement de l'enseignement de promotion sociale, tel que modifié ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 02/09/2015 portant règlement général des études de l'enseignement secondaire de promotion sociale ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 29/11/2017 fixant les modalités de valorisation des acquis pour l'admission, la dispense et la sanction dans une ou des unités d'enseignement de promotion sociale ;

Vu la loi du 30/07/2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel, telle que modifiée ;

Vu l'avis de la Commission paritaire locale émis le 14/05/2024 ;

Vu l'article 149 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2024 ;

ABROGE le règlement d'ordre intérieur et règlement des études des Cours communaux de langues modernes approuvé en séance du 19/12/2022

ET APPROUVE le nouveau règlement d'ordre intérieur des Cours communaux de langues modernes, tel que repris en annexe.

La présente délibération sera transmise à M. le Ministre de l'Enseignement de Promotion sociale et son intitulé sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-

Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

27 votants : 27 votes positifs.

"Cours communaux de langues modernes" - Huishoudelijk reglement en studiereglement - Intrekking - Nieuw huishoudelijk reglement - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.
27 stemmers : 27 positieve stemmen.

Quentin Deville entre en séance / treedt in zitting.

27.05.2024/A/0020 **ASBL Wolu Action - Compte, bilan et rapport d'activités 2023 - Information - Subsidies - Octroi - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 76.000 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 76102/332-01, en faveur de l'ASBL Wolu Action ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 02/05/2024 ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Wolu Action ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 76.000 EUR, inscrit à l'article 76102/332-01 du budget 2024, à l'ASBL Wolu Action.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Wolu Action" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Informatie - Subsidies - Toekenning - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de

aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er in de begroting 2024, op artikel 76102/332-01, een subsidie ten bedrage van 76.000 EUR voorzien is ten voordele van de vzw Wolu Action;

Overwegende dat, in toepassing van artikel 5 van bovenvermelde wettelijke beschikkingen, het dus nodig is dat deze vereniging de vereiste documenten voorlegt;

Gelet op de balans op 31/12/2023, de rekeningen 2023 en het activiteitenverslag 2023 van voornoemde vereniging;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 02/05/2024;

BESLIST:

- kennis te nemen van de balans op 31/12/2023, de rekeningen 2023 en het activiteitenverslag 2023 van de vzw Wolu Action;
- de toekenning van de subsidie ten bedrage van 76.000 EUR, ingeschreven op artikel 76102/332-01 van de begroting 2024, aan de vzw Wolu Action te bevestigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

CULTURE - CULTUUR

Culture - Cultuur

27.05.2024/A/0021 **ASBL Centre culturel Wolubilis - Décret du 21/11/2013 relatif aux centres culturels - Demande de reconduction de la reconnaissance de l'action culturelle - Contrat-programme 2026-2030 - Eléments constitutifs du dossier - Accord de principe.**

LE CONSEIL,

Vu sa décision du 19/10/2020 approuvant le contrat-programme 2020-2024, conclu entre la commune, la Communauté française de Belgique, la Commission communautaire française et le Centre culturel Wolubilis ;

Vu l'article 44 du décret du 21/11/2013 relatif aux Centres culturels stipulant qu'« *au plus tard le 30 juin de l'année précédant le terme de la période de cinq ans visée à l'article 39, le centre culturel peut solliciter la demande de la reconduction de la reconnaissance de l'action culturelle* » ;

Considérant la signature le 14/06/2022 de l'avenant n° 1 ;

Considérant qu'en séance du 14/11/2023, le Conseil d'administration du Centre culturel Wolubilis a pris acte de l'analyse partagée du territoire et des enjeux ;

Considérant qu'en séance du 14/03/2024, le Conseil d'administration du Centre culturel Wolubilis a validé le projet d'action culturelle, que l'Assemblée générale du 25/04/2024 a pris connaissance de l'analyse partagée, des enjeux et de l'action culturelle et que le Centre culturel Wolubilis souhaite introduire sa demande de reconnaissance en vue d'un nouveau contrat-programme pour la période 2026-2030, avant le 30/06/2024 ;

Vu l'article 24, alinéa 2, 8° du décret du 21/11/2013 précité qui précise que la demande de reconnaissance doit comporter « *la description des contributions financières ou sous forme de services au centre culturel par la ou les collectivités publiques associées* » ;

Vu l'article 72 § 2 du décret du 21/11/2013 précité qui stipule que « *la ou les contributions financières visées au paragraphe 1^{er} sont au moins équivalentes à la subvention apportée par la Communauté française en application de l'article 66* » ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/04/2024 ;

DECIDE :

de marquer un accord de principe sur le respect de l'article 72 § 2 du décret du 21/11/2013 relatif aux Centres culturels, en cas de renouvellement de la reconnaissance du Centre culturel Wolubilis et de la signature d'un nouveau contrat-programme pour la période 2026-2030.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Centre culturel Wolubilis" - Decreet van 21/11/2013 betreffende de Culturele centra - Aanvraag tot verlenging van de erkenning voor de culturele actie - Programmaovereenkomst 2026-2030 - Bestanddelen van het dossier - Principieel akkoord.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0022 **ASBL Centre culturel Wolubilis - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 335.313 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que des subsides, au montant total de 335.313 EUR, ont été prévus au budget 2024, aux articles 76201/332-02 (279.000 EUR), 76302/332-02 (22.563 EUR) et 76304/332-02 (10.000 EUR + 23.750 EUR), en faveur de l'ASBL Centre culturel

Wolubilis ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 16/05/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Centre culturel Wolubilis ;
- de confirmer l'octroi des subsides d'un montant total de 335.313 EUR, inscrits aux articles 76201/332-02/6430 (279.000 EUR), 76302/332-02/6431 (22.563 EUR) et 76304/332-02/6432 (10.000 EUR) et 6433 (23.750 EUR) du budget 2024, à l'ASBL Centre culturel Wolubilis.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Centre culturel Wolubilis" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 335.313 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0023 **ASBL Comité culturel - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 338.400 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que des subsides, au montant total de 338.400 EUR, ont été prévus au budget 2024, aux articles 76202/332-02 (279.000 EUR) et 76304/332-02 (59.400 EUR), en faveur de l'ASBL Comité culturel ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et

échevins le 16/05/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Comité culturel ;
- de confirmer l'octroi des subsides d'un montant total de 338.400 EUR, inscrits aux articles 76202/332-02/6428 (279.000 EUR) et 76304/332-02/6429 (59.400 EUR) du budget 2024, à l'ASBL Comité culturel.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Comité culturel" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 338.400 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0024 **ASBL Village culturel - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 633.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 633.000 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 76212/332-02, en faveur de l'ASBL Village culturel ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 16/05/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Village culturel ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 633.000 EUR, inscrit à l'article 76212/332-02/6474 du budget 2024, à l'ASBL Village culturel.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le

Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Village culturel" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 633.000 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0025 **ASBL « Gemeenschapscentrum Op-Weule » - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subsidie 2024 - Dépense : 72.797 EUR - Approbation.**

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw Gemeenschapscentrum Op-Weule - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 72.797 EUR - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er in de begroting 2024, op artikelen 76203/332-02 en 76303/332-02, subsidies voor een totaal bedrag van 72.797 EUR voorzien zijn ten voordele van de vzw Gemeenschapscentrum Op-Weule;

Overwegende dat, in toepassing van artikel 5 van bovenvermelde wettelijke beschikkingen, het dus nodig is dat deze vereniging de vereiste documenten voorlegt;

Gelet op de balans op 31/12/2023, de rekeningen 2023 en het activiteitenverslag 2023 van voornoemde vereniging;

Overwegende dat deze bescheiden aan het College van burgemeester en schepenen werden voorgelegd op 16/05/2024;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- kennis te nemen van de balans op 31/12/2023, de rekeningen 2023 en het activiteitenverslag 2023 van de vzw Gemeenschapscentrum Op-Weule;
- de toekenning van de subsidies voor een totaal bedrag van 72.797 EUR, ingeschreven op artikelen 76203/332-02/6423 (69.187 EUR) en 76303/332-02/6424 (3.610 EUR) van de begroting 2024, aan de vzw Gemeenschapscentrum Op-Weule te bevestigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van

de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0026 **Bibliothèque de Kapelleveld ASBL - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 11.700 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 11.700 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 76700/332-01, en faveur de la Bibliothèque de Kapelleveld ASBL ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 16/05/2024;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes et du rapport d'activités 2023 de la Bibliothèque de Kapelleveld ASBL ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 11.700 EUR, inscrit à l'article 76700/332-01/6427 du budget 2024, à la Bibliothèque de Kapelleveld ASBL.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Bibliothèque de Kapelleveld" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 11.700 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0027 **ASBL Arte-Fac - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 1.350 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 1.350 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 76222/332-02, en faveur de l'ASBL Arte-Fac ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 16/05/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Arte-Fac ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 1.350 EUR, inscrit à l'article 76222/332-02/6422 du budget 2024, à l'ASBL Arte-Fac.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Arte-Fac" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 1.350 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0028 **ASBL Les Grandes Conférences de Woluwe - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 500 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 500 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 76304/332-02, en faveur de l'ASBL Les Grandes Conférences de Woluwe ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes et le rapport d'activités pour la période 2022-2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 16/05/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes et du rapport d'activités 2022-2023 de l'ASBL Les Grandes Conférences de Woluwe ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 500 EUR, inscrit à l'article 76304/332-02/6426 du budget 2024, à l'ASBL Les Grandes Conférences de Woluwe.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Les Grandes Conférences de Woluwe" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 500 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0029 **ASBL Les Musicales - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subsidie 2024 - Dépense : 17.500 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 17.500 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 76334/332-02, en faveur de l'ASBL Les Musicales ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 16/05/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Les Musicales ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 17.500 EUR, inscrit à l'article 76334/332-02/6421 du budget 2024, à l'ASBL Les Musicales.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Les Musicales" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 17.500 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0030 **ASBL Les Pléiades - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subsidie 2024 - Dépense : 2.250 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 2.250 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 76207/332-02, en faveur de l'ASBL Les Pléiades - Centre de quartiers ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 16/05/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Les Pléiades - Centre de quartiers ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 2.250 EUR, inscrit à l'article 76207/332-02/6425 du budget 2024, à l'ASBL Les Pléiades - Centre de quartiers.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du

14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Les Pléiades" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 2.250 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0031 **ASBL Les Pléiades - Subside ponctuel 2024 - Dépense : 18.000 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant que par sa lettre du 12/11/2023, le Conseil d'administration de l'ASBL Les Pléiades - Centre de quartiers a sollicité l'octroi d'un subside ponctuel afin de lui permettre d'effectuer les travaux de rénovation de la cuisine professionnelle du Centre ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 18.000 EUR a été prévu au budget extraordinaire 2024, à l'article 76200/522-52 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2024 ;

DECIDE :

d'attribuer un subside ponctuel d'un montant de 18.000 EUR, inscrit à l'article 76200/522-52/4170 du budget extraordinaire 2024, à l'ASBL Les Pléiades - Centre de quartiers, avenue du Capricorne 1A en c/c, pour la rénovation de sa cuisine professionnelle.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Les Pléiades" - Eenmalige subsidie 2024 - Uitgave: 18.000 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

LE CONSEIL,

Considérant que suite à des problèmes de nature du sol et à un souci de cartographie des sous-sols de la place Nelson Mandela, des travaux supplémentaires ont dû être effectués afin de permettre l'installation de l'œuvre de Louise Limontas pour le samedi 20/04/2024, date de lancement de l'opération « P(ART)cours/Par(KUNST) » ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Vu sa décision du 07/12/2023, prise pour information par le Conseil communal en séance du 18/12/2023, approuvant la passation d'un marché de faible montant avec la firme DK74-CONSULTING, Dorp 52 B à 9450 Denderhoutem, afin de procéder au placement d'une structure métallique et à l'installation de l'œuvre de Louise Limontas sur la place Nelson Mandela ;

Considérant que le montant du marché s'élevait à 16.500 EUR TVAC ;

Considérant que suite à des problèmes de nature du sol et à un souci de cartographie des sous-sols de la place Nelson Mandela, des travaux supplémentaires ont dû être effectués afin de permettre l'installation de l'œuvre de Louise Limontas pour le samedi 20/04/2024, date de lancement de l'opération « P(ART)cours/Par(KUNST) » ;

Considérant que des travaux supplémentaires ont été nécessaires pour un montant de 10.360,08 EUR TVAC ;

Considérant que le montant de l'engagement est de 16.500 EUR ;

Considérant qu'il s'indique d'approuver ces travaux supplémentaires et d'en informer le Conseil communal ;

Considérant, dès lors, qu'il s'indique d'approuver le paiement de la dépense totale de 10.360,08 EUR TVAC en faveur de l'adjudicataire ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 76200/749-51 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE d'approuver les travaux supplémentaires ainsi que l'engagement d'un montant de 10.360,08 EUR TVAC, inscrit à l'article 76200/749-51/6277 du budget extraordinaire 2024, en faveur de l'adjudicataire DK74-CONSULTING, Dorp 52 B à 9450 Denderhoutem, et ce, en application de l'article 236 de la nouvelle loi communale.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de

sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Nelson Mandelaplein - Plaatsing van het kunstwerk van Louise Limontas - Extra uitgave: 10.360,08 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

POPULATION - BEVOLKING

Affaires électorales - Kieszaken

27.05.2024/A/0033 **Elections communales du 13/10/2024 - Bureau principal et bureaux de vote - Jetons de présence - Fixation - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'ordonnance du 20/07/2023 portant le Nouveau Code électoral communal bruxellois, notamment l'article 28 attribuant au Conseil communal la compétence pour fixer le taux des jetons de présence des membres des bureaux électoraux ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 30/03/2006 fixant le montant des jetons de présence et des indemnités de déplacement des membres des bureaux électoraux pour les élections communales ;

Vu la difficulté croissante qu'éprouvent les présidents de bureau de vote à trouver des assesseurs ;

Considérant que la loi électorale détermine le nombre d'assesseurs de façon stricte ;

Considérant qu'il incombe aux autorités communales la responsabilité du bon déroulement des opérations électorales ;

Considérant que, du fait de l'application de la loi relative au vote électronique, la constitution de bureaux de dépouillement est supprimée ;

Considérant qu'il y a lieu de motiver les membres des bureaux électoraux compte tenu des prestations devenues plus longues que lors des opérations électorales avec support papier ;

Vu la nouvelle loi communale;

DECIDE de fixer les jetons de présence à allouer aux membres des bureaux électoraux à l'occasion des élections communales du 13/10/2024 de la manière suivante :

Le jour du scrutin

Bureau principal

- Président : 150 EUR
- Secrétaire : 120 EUR
- Assesneur : 115 EUR

Bureau de vote

- Président : 90 EUR
- Secrétaire : 85 EUR
- Assesneur : 85 EUR

Les séances préalables du bureau principal (maximum 8)

- Président : 80 EUR
- Secrétaire : 70 EUR
- Assesneur : 65 EUR

La dépense totale estimée à 40.000 EUR est prévue au budget 2024, à l'article 10430/122-48.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires

28 votants : 28 votes positifs.

Gemeenteraadsverkiezingen van 13/10/2024 - Hoofdbureau en stembureaus - Presentiegelden - Vaststelling - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de ordonnantie van 20/07/2023 houdende het Nieuw Brussels Gemeentelijk Kieswetboek, inzonderheid artikel 28 dat aan de Gemeenteraad de bevoegdheid verleent om het bedrag van de presentiegelden van de leden van de stembureaus vast te stellen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 30/03/2006 tot vaststelling van het bedrag van het presentiegeld en de reisvergoeding van de leden van de kiesbureaus voor de gemeenteraadsverkiezingen;

Gelet op de groeiende moeilijkheid voor de voorzitters van de stembureaus om bijzitters te vinden;

Overwegende dat de kieswet het aantal bijzitters precies bepaalt;

Overwegende dat de gemeentelijke overheid verantwoordelijk is voor het goede verloop van de verkiezingen;

Overwegende dat het door het invoeren van de wet aangaande het elektronische stemming geen stemopnemingsbureaus meer moeten ingericht worden;

Overwegende dat de leden van de stembureaus gemotiveerd moeten worden daar hun prestaties langer zijn geworden dan met de stemming op papier;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

BESLIST de presentiegelden die aan de leden van de stembureaus zullen toegestaan worden ter gelegenheid van de gemeenteraadsverkiezingen van 13/10/2024 als volgt vast te stellen:

De dag van de verkiezing

Hoofdbureau

- Voorzitter: 150 EUR
- Secretaris: 120 EUR
- Bijzitter: 115 EUR

Stembureau

- Voorzitter: 90 EUR
- Secretaris: 85 EUR
- Bijzitter: 85 EUR

De voorbereidende vergaderingen van het hoofdbureau (maximum 8)

- Voorzitter: 80 EUR
- Secretaris: 70 EUR
- Bijzitter: 65 EUR

De totale uitgave geraamd op 40.000 EUR is op de begroting van het jaar 2024 voorzien op artikel 10430/122-48.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

F.A.S.E. - G.S.S.T.

Action sociale - Sociale actie

27.05.2024/A/0034 **ASBL Centre de Consultations Familiales et Sexologiques - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 29.563 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 29.563 EUR a été prévu au budget ordinaire 2024, à l'article 83202/332-02, en faveur de l'ASBL Centre de Consultations Familiales et Sexologiques ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 02/05/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Centre de Consultations Familiales et Sexologiques ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 29.563 EUR, inscrit à l'article 83202/332-02/5433 du budget 2024, à l'ASBL Centre de Consultations Familiales et Sexologiques.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Centre de Consultations Familiales et Sexologiques" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave : 29.563 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

SPORTS / JEUNESSE - SPORT / JEUGD

Jeunesse - Jeugd

27.05.2024/A/0035 **Maison de la Jeunesse - Radios web - Table de mixage - Fourniture - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : BAX-SHOP.NL - Dépense : 699 EUR TVAC - Approbation par le Collège - Information - Modification du programme des investissements - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une nouvelle table de mixage pour les radios web du service Jeunesse ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 25/04/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant que la table de mixage des radios web du service Jeunesse est défectueuse ;

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'acquérir une nouvelle table de mixage pour les radios web du service Jeunesse ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu la loi du 17/06/2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu les offres de trois firmes pour une table de mixage :

- THOMANN GmbH, Treppendorf, Hans-Thomann-Straße 1 à D-96138 Burgebrach (Allemagne) : 699 EUR TVAC,
- BAX-SHOP.NL, Olympiaweg 2 à 4462 GG Goes (Pays-Bas) : 699 EUR TVAC,
- BOL.COM BV, Papendorpseweg 100 à 3528 BJ Utrecht (Pays-Bas) : 734 EUR TVAC ;

Considérant que le montant estimé de ce marché s'élève à 700 EUR TVAC ;

Considérant que les offres des deux firmes les moins chères, à savoir THOMANN GmbH et BAX-SHOP.NL, s'entendent avec livraison gratuite mais que, dans ce cas de figure, la livraison dont l'impact carbone est le plus faible possible est à préférer, le cas échéant, entre Goes (avec succursale à Antwerpen) et Bruxelles ;

Considérant qu'il s'agit d'un marché de faible montant ;

Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 76100/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024, moyennant modification du programme des investissements ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché de faible montant avec la firme BAX-SHOP.NL, Olympiaweg 2 à 4462 GG Goes (Pays-Bas), conformément à son offre, pour la fourniture d'une table de mixage pour les radios web du service Jeunesse, et ce, en application des articles 92 de la loi du 17/06/2016, 124 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;
- d'approuver l'engagement de 750 EUR à l'article 76100/744-98/5295 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;
- de proposer au Conseil communal de modifier en ce sens l'intitulé du programme des investissements.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information et pour approbation de la modification du programme des investissements, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

ET DECIDE de modifier l'intitulé du programme des investissements mentionné à l'article 76100/744-98 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 comme suit : « Maison de la jeunesse - Radios web - Matériel technique - Acquisition ».

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires

28 votants : 28 votes positifs.

Jeugdhuis - Webradios - Mengtafel - Levering - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: BAX-SHOP.NL - Uitgave: 699 EUR incl. btw - Goedkeuring door het College - Informatie - Wijziging van het investeringsprogramma - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende dat het noodzakelijk is om een nieuwe mengtafel voor de webradio's van de dienst Jeugd aan te schaffen;

Gelet op artikel 234 § 3 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 25/04/2024;

NEEMT KENNIS van de beraadslaging zoals volgt:

“HET COLLEGE,

Overwegende dat de mengtafel voor de webradio's van de dienst Jeugd defect is;

Overwegende dat het noodzakelijk is om een nieuwe mengtafel voor de webradio's van de dienst Jeugd aan te schaffen;

Gelet op de wet van 17/06/2016 inzake overheidsopdrachten, en latere wijzigingen, inzonderheid artikel 92 (de geraamde waarde excl. btw bereikt de drempel van 30.000 EUR niet);

Gelet op de wet van 17/06/2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 18/04/2017 betreffende de plaatsing van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren, en latere wijzigingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 14/01/2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten, en latere wijzigingen;

Gelet op de offertes van drie bedrijven voor een mengtafel:

- THOMANN GmbH, Treppendorf, Hans-Thomann-Straße 1 te D-96138 Burgebrach (Duitsland): 699 EUR incl. btw,

- BAX-SHOP.NL, Olympiaweg 2 te 4462 GG Goes (Nederland): 699 EUR incl. btw,
- BOL.COM bv, Papendorpseweg 100 te 3528 BJ Utrecht (Nederland): 734 EUR incl. btw;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht wordt geraamd op 700 EUR incl. btw;

Overwegende dat de aanbiedingen van de twee goedkoopste bedrijven, THOMANN GmbH en BAX-SHOP.NL, gratis levering omvatten, maar in dit geval moet de voorkeur worden gegeven aan de levering met de laagst mogelijke koolstofimpact, in voorkomend geval tussen Goes (met bijhuis in Antwerpen) en Brussel;

Overwegende dat dit een opdracht van beperkte waarde is;

Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn op artikel 76100/744-98 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2024, onder voorbehoud van wijziging van het investeringsprogramma;

Gelet op de nieuwe gemeentewet, inzonderheid artikelen 234 § 3 en 236;

BESLIST:

- een opdracht van beperkte waarde te gunnen aan de firma BAX-SHOP.NL, Olympiaweg 2 te 4462 GG Goes (Nederland), overeenkomstig haar offerte, voor de levering van een mengtafel voor de webradio's van de dienst Jeugd, in toepassing van artikelen 92 van de wet van 17/06/2016, 124 van het koninklijk besluit van 18/04/2017 en 234 § 3 en 236 van de nieuwe gemeentewet;
- de vastlegging van 750 EUR op artikel 76100/744-98/5295 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2024 goed te keuren;
- de Gemeenteraad voor te stellen de titel van het investeringsprogramma dienovereenkomstig te wijzigen.

Deze uitgave zal van het buitengewoon reservefonds afgenomen worden.

Deze beslissing zal ter informatie en ter goedkeuring van de wijziging van het investeringsprogramma op de eerstvolgende vergadering aan de Gemeenteraad voorgelegd worden."

EN BESLIST de titel van het investeringsprogramma vermeld op artikel 76100/744-98 van de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2024 te wijzigen als volgt: "Jeugdhuys - Webradio's - Technisch materieel - Aankoop".

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

RECETTE - GEMEENTEKAS

Recette - Gemeentekas

27.05.2024/A/0036 **Centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique - Exercice 2025 - Prise en charge par l'administration fiscale régionale de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'article 170 § 4 de la Constitution ;

Vu l'ordonnance du 23/12/2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, notamment l'article 13 § 2 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 26/01/2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23/12/2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, tel que modifié, notamment l'article 4/1 ;

Considérant que l'administration fiscale régionale assurera l'établissement, l'enrôlement, la perception et le recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique pour l'exercice d'imposition 2025, pour autant que la commune émette le souhait de bénéficier de ce service avant le 30/06/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2024 ;

DECIDE :

Article 1^{er}

De charger l'administration fiscale de la Région bruxelloise de l'établissement, de l'enrôlement, de la perception et du recouvrement des centimes additionnels à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique, pour l'exercice d'imposition 2025.

Article 2

De charger le Collège des bourgmestre et échevins de la notification de cette décision conformément à l'article 4/1 de l'arrêté du Gouvernement de la Région bruxelloise du 26/01/2017 établissant les modalités de certains actes prévus par l'ordonnance du 23/12/2016 relative à la taxe régionale sur les établissements d'hébergement touristique.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen voor toeristisch logies - Dienstjaar 2025 - Belasten van de gewestelijke fiscale administratie met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op artikel 170 § 4 van de Grondwet;

Gelet op de ordonnantie van 23/12/2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, inzonderheid artikel 13 § 2;

Gelet op het besluit van de Brusselse Regering van 26/01/2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23/12/2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies, zoals gewijzigd, inzonderheid artikel 4/1;

Overwegende dat de gewestelijke fiscale administratie slechts zal instaan voor de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor het aanslagjaar 2025 in zoverre de gemeente voor 30/06/2024 de wens uit om van deze dienstverlening gebruik te maken;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/05/2024;

BESLIST:

Artikel 1

De fiscale administratie van het Brussels Gewest te belasten met de heffing, de inkohiering, de inning en de invordering van de gemeentelijke opcentiemen op de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies voor het aanslagjaar 2025.

Artikel 2

Het College van burgemeester en schepenen te belasten met de mededeling van deze beslissing aan de gewestelijke fiscale administratie overeenkomstig artikel 4/1 van het besluit van de Brusselse Regering van 26/01/2017 tot vaststelling van de modaliteiten van bepaalde handelingen voorzien door de ordonnantie van 23/12/2016 betreffende de gewestbelasting op de inrichtingen van toeristisch logies.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

INFORMATIQUE - INFORMATICA

Informatique - Informatica

27.05.2024/A/0037 **Maintenance et location des logiciels CIVADIS - Procédure négociée sans publication préalable - Fournisseur unique : CIVADIS - Dépense : 90.000 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de souscrire au contrat pour la maintenance des applications CIVADIS ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 18/04/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de souscrire au contrat pour la maintenance des applications CIVADIS ;

Considérant que le seul fournisseur qui peut donner du support sur les applications CIVADIS est le constructeur ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, d), iii) (le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique : protection de droits d'exclusivité) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'avère que, dans le cadre de ce marché par procédure négociée sans publication préalable avec un fournisseur unique, la société CIVADIS, rue de Néverlée 12 à 5020 Namur, est le seul opérateur possible ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 90.000 EUR TVAC ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense de 90.000 EUR TVAC à l'article 13900/123-13 du budget ordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché par procédure négociée sans publication préalable avec le fournisseur unique, à savoir la société CIVADIS, rue de Néverlée 12 à 5020 Namur, pour l'exécution du marché relatif à la maintenance des applications CIVADIS, en application de l'article 42 de la loi du 17/06/2016, de l'article 90 de l'arrêté royal du 18/04/2017 et des articles 234 § 3

et 236 de la nouvelle loi communale ;

- d'approuver la dépense de 90.000 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/123-13/4756 du budget ordinaire de l'exercice 2024.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Huur en onderhoud voor de programma's CIVADIS -
Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Unieke
leverancier: CIVADIS - Uitgave: 90.000 EUR incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

27.05.2024/A/0038 **Maintenance, mises à jour, support, licences et déclarations DMFA pour le programme GRH Sopra - Procédure négociée sans publication préalable - Fournisseur unique : SOPRA HR SOFTWARE SAS - Dépense : 86.438,77 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de souscrire au contrat pour la maintenance, les mises à jour, le support par internet et sur place, les licences ainsi que les déclarations DMFA pour le programme GRH Sopra ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 18/04/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de souscrire au contrat pour la maintenance, les mises à jour, le support par internet et sur place, les licences ainsi que les déclarations DMFA pour le programme GRH Sopra ;

Considérant que le seul fournisseur qui peut donner du support sur le produit GRH Sopra est le constructeur ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 42 § 1^{er}, 1^o, d), iii) (le marché ne peut être confié qu'à un opérateur économique : protection de droits d'exclusivité) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 90 ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant qu'il s'avère que, dans le cadre de ce marché par procédure négociée sans publication préalable avec un fournisseur unique, la firme SOPRA HR SOFTWARE SAS, Le triangle de l'Arche, cours du Triangle 8 à 92937 Paris La Défense 12 Cedex (France), est le seul opérateur possible ;

Considérant que la dépense est estimée à maximum 86.438,77 EUR TVAC ;

Considérant qu'il y a lieu d'inscrire la dépense de 86.438,77 EUR TVAC à l'article 13900/123-13 du budget ordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu les articles 234 § 3 et 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver la passation d'un marché par procédure négociée sans publication préalable avec le fournisseur unique, à savoir la firme SOPRA HR SOFTWARE SAS, Le triangle de l'Arche, cours du Triangle 8 à 92937 Paris La Défense 12 Cedex (France), pour l'exécution du marché relatif à la maintenance, aux mises à jour, au support par internet et sur place, aux licences ainsi qu'aux déclarations DMFA pour le programme GRH Sopra ;
- d'approuver la dépense de 86.438,77 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/123-13/4757 du budget ordinaire de l'exercice 2024.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors d'une prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Onderhoud, updates, ondersteuning, licenties en DMFA-aangiften voor het Sopra HRM-programma - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Unieke leverancier: SOPRA HR SOFTWARE SAS - Uitgave: 86.438,77 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.05.2024/A/0039 **Services communaux - Acquisition de 30 écrans - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : ANS COMPUTER - Dépense : 3.924,03 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de 30 écrans 24" afin de répondre aux besoins de remplacement des écrans en panne ou obsolètes du personnel communal ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de 30 écrans 24" afin de répondre aux besoins de remplacement des écrans en panne ou obsolètes du personnel communal ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que quatre opérateurs économiques ont été consultés :

- UPFRONT, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles : prix total = 4.322 EUR TVAC,
- ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur : prix total = 3.924,03 EUR TVAC,
- PC-MACLOG, rue Léon Gramme 25 à 1350 Marilles : cet opérateur économique n'a pas remis offre,
- ECONOCOM, place du Champ de Mars 5 bte 14 à 1050 Ixelles : prix total = 5.519,29 EUR TVAC ;

Considérant que la firme ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur, propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 13900/742-53 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant global de 3.924,03 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat de 30 écrans 24" pour un montant de 3.924,03 EUR TVAC auprès de la firme ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur ;
- d'approuver la dépense de 3.924,03 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/742-53/6563 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

**Gemeentediensten - Aankoop van 30 monitoren - Opdracht van beperkte waarde
- Aanduiding van de leverancier: ANS COMPUTER - Uitgave: 3.924,03 EUR
incl. btw - Informatie.**

De Raad neemt kennis.

27.05.2024/A/0040 **Services communaux - Acquisition de 3 ordinateurs portables - Marché de faible montant - Désignation du fournisseur : UPFRONT - Dépense : 7.525,55 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de 3 ordinateurs portables pour permettre aux membres du service Gestion Espace Public d'utiliser AutoCAD en télétravail ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il est nécessaire de faire l'acquisition de 3 ordinateurs portables pour permettre aux membres du service Gestion Espace Public d'utiliser AutoCAD en télétravail ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures, notamment l'article 92 (le montant estimé HTVA n'atteint pas le seuil de 30.000 EUR) ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures, notamment l'article 124 ;

Considérant que quatre opérateurs économiques ont été consultés :

- UPFRONT, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles : prix total = 7.525,55 EUR TVAC,
- ANS COMPUTER, chaussée de Nivelles 351 à 5020 Namur : prix total = 8.083,65 EUR TVAC,
- PC-MACLOG, rue Léon Gramme 25 à 1350 Marilles : cet opérateur économique n'a pas remis offre,
- ECONOCOM, place du Champ de Mars 5 bte 14 à 1050 Ixelles : prix total = 16.790,15 EUR TVAC ;

Considérant que la firme UPFRONT, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles, propose l'offre économiquement la plus avantageuse ;

Considérant que la dépense est prévue au budget extraordinaire de l'exercice 2024, à l'article 13900/742-53 ;

Considérant qu'il est proposé d'engager un montant global de 7.525,55 EUR ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234 § 3 et 236 ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat de 3 ordinateurs portables pour un montant de 7.525,55 EUR TVAC auprès de la firme UPFRONT, rue de la Technique 15 à 1400 Nivelles ;
- d'approuver la dépense de 7.525,55 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/742-53/6561 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera couverte par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Gemeentediensten - Aankoop van 3 laptops - Opdracht van beperkte waarde - Aanduiding van de leverancier: UPFRONT - Uitgave: 7.525,55 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

27.05.2024/A/0041 **Service Nouvelles technologies - Acquisition de 2 télévisions - Centrale d'achat de Paradigm - Désignation du fournisseur : PLAY AV - Dépense : 2.488,24 EUR TVAC - Information.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'indique de faire l'acquisition de 2 télévisions pour remplacer le projecteur de la salle Jubilation et celui de la salle de formation attachée au service Nouvelles technologies qui sont tous les deux obsolètes ;

Vu l'article 234 § 3 de la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2024 ;

PREND CONNAISSANCE de la délibération telle que reprise ci-dessous :

« LE COLLEGE,

Considérant qu'il s'indique de faire l'acquisition de 2 télévisions pour remplacer le projecteur de la salle Jubilation et celui de la salle de formation attachée au service Nouvelles technologies qui sont tous les deux obsolètes ;

Considérant que le prix d'un écran de télévision est moins onéreux ou comparable à celui d'un bon projecteur ;

Vu la loi du 17/06/2016 relative aux marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 18/04/2017 relatif à la passation des marchés publics dans les

secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14/01/2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Considérant que l'article 2, 6° de la loi du 17/06/2016 permet à une centrale d'achat, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Considérant que l'article 47 § 2 de la loi du 17/06/2016 prévoit qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale d'achat est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation d'un marché public ;

Considérant que depuis le 03/07/2015, Paradigm (ex-CIRB) attribue ses marchés en centrale d'achat ;

Considérant que Paradigm permet aux pouvoirs locaux d'adhérer à cette centrale d'achat par le biais d'un eCatalogue, notamment pour la fourniture de matériel électronique ;

Vu la décision du Conseil communal du 20/12/2021 approuvant l'adhésion à la centrale d'achat du CIRB ;

Vu la décision du CIRB du 23/11/2020 attribuant à la firme PLAY AV, Venecoweg 2 à 9810 Nazareth, le marché pour la fourniture de matériel audiovisuel (lot 4) ;

Vu l'analyse des besoins réalisée par le responsable du service Nouvelles technologies ;

Considérant que le matériel proposé dans le catalogue de Paradigm répond parfaitement aux besoins de l'administration ;

Considérant que l'estimation de la dépense est de 2.488,24 EUR TVAC, à inscrire à l'article 13900/742-53 du budget extraordinaire de l'exercice 2024 ;

Vu l'article 236 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- d'approuver l'achat de 2 télévisions via la centrale d'achat de Paradigm (ex-CIRB), auprès de l'adjudicataire PLAY AV, Venecoweg 2 à 9810 Nazareth, désigné par le CIRB le 23/11/2020 ;
- d'approuver la dépense de 2.488,24 EUR TVAC, inscrite à l'article 13900/742-53/6562 du budget extraordinaire de l'exercice 2024.

Cette dépense sera financée par prélèvement sur le fonds de réserve extraordinaire.

La présente décision sera transmise, pour information, au Conseil communal lors de sa prochaine séance. »

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

Dienst Nieuwe technologieën - Aankoop van 2 televisies - Aankoopcentrale Paradigm - Aanduiding van de leverancier: PLAY AV - Uitgave: 2.488,24 EUR incl. btw - Informatie.

De Raad neemt kennis.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, PLANIFICATION ET PERSPECTIVES - DUURZAME ONTWIKKELING, PLANNING EN VOORUITZICHTEN

Développement durable et environnement - Duurzame ontwikkeling en leefmilieu

27.05.2024/A/0042 **ASBL Commission de l'Environnement de Bruxelles et Environs (CEBE) - Comptes, bilan et rapports d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 2.565 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 2.565 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 10400/332-02, en faveur de l'ASBL Commission de l'Environnement de Bruxelles et Environs (CEBE) ;

Considérant qu'il s'indique, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour l'exercice 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 16/05/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Commission de l'Environnement de Bruxelles et Environs (CEBE), rue J.B. Mosselmans 44 à 1140 Evere ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 2.565 EUR, inscrit à l'article 10400/332-02/6419 du budget ordinaire 2024, à l'ASBL Commission de l'Environnement de Bruxelles et Environs (CEBE).

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw Milieucommissie Brussel en Omgeving (MOB) - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 2.565 EUR - Goedkeuring.

DE RAAD,

Gelet op de wet van 14/11/1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Overwegende dat er in de begroting 2024, op artikel 10400/332-02, een subsidie ten bedrage van 2.565 EUR voorzien is ten voordele van de vzw Milieucommissie Brussel en Omgeving (MOB);

Overwegende dat, in toepassing van artikel 5 van bovenvermelde wettelijke beschikkingen, het dus nodig is dat deze vereniging de vereiste documenten voorlegt;

Gelet op de balans op 31/12/2023, de rekeningen 2023 en het activiteitenverslag voor het dienstjaar 2023 van voornoemde vereniging;

Overwegende dat deze bescheiden aan het College van burgemeester en schepenen werden voorgelegd op 16/05/2024;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

BESLIST:

- kennis te nemen van de balans op 31/12/2023, de rekeningen 2023 en het activiteitenverslag 2023 van de vzw Milieucommissie Brussel en Omgeving (MOB), J.B. Mosselmansstraat 44 te 1140 Evere;
- de toekenning van de subsidie ten bedrage van 2.565 EUR, ingeschreven op artikel 10400/332-02/6419 van de gewone begroting 2024, aan de vzw Milieucommissie Brussel en Omgeving (MOB) te bevestigen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Planification stratégique et mobilité - Strategische planning en mobiliteit

27.05.2024/A/0043 **Réaménagement de la « Zone Monument » du quartier Hof ten Berg ainsi que du jardin d'orage du carrefour avenues de Mai et Edouard Speeckaert - Subvention régionales « Equipements et infrastructures » - Résilience de l'espace public - Convention avec Bruxelles Mobilité - Approbation.**

LE CONSEIL,

Considérant qu'il s'avère nécessaire d'améliorer la résilience de l'espace public par la

végétalisation et la gestion intégrée des eaux pluviales, par l'organisation et l'exécution de travaux d'infrastructure ;

Vu le Plan régional de mobilité Good Move, établissant que certains travaux d'infrastructure, mettant en œuvre des mesures réglementaires et physiques, incitent au respect des limitations en vigueur, plus particulièrement dans le contexte de la « Ville 30 », par la crédibilisation de celles-ci ;

Vu l'appel à projets émanant de Bruxelles Mobilité dans le cadre du « soutien régional aux actions communales de mobilité et de sécurité routière » pour l'année 2024 ;

Considérant que le Collège s'est inscrit dans cette démarche pour l'obtention de subsides en faveur de projets d'investissement pour l'amélioration de la résilience de l'espace public ;

Considérant que 2 projets ont été retenus par le pouvoir subsidiant à concurrence d'un budget prévisionnel maximal pour la subvention de 540.304 EUR, à savoir :

- réaménagement de la « Zone Monument » du quartier Hof ten Berg pour un montant de 415.304 EUR TVAC ;
- réaménagement du jardin d'orage du carrefour avenues de Mai et Edouard Speeckaert pour un montant de 125.000 EUR TVAC ;

Considérant que le crédit permettant les dépenses nécessaires à la réalisation de ces travaux d'infrastructure visant à la sécurisation seront inscrits en modification budgétaire au budget extraordinaire 2024 ;

Vu le projet de convention proposé par Bruxelles Mobilité ;

Vu la nouvelle loi communale ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 16/05/2023 ;

DECIDE d'approuver la convention (SUP24.1149) reprise en annexe entre la commune de Woluwe-Saint-Lambert et la Région bruxelloise afin de régler les modalités de la mise à disposition de la subvention d'un montant de 540.304 EUR TVAC pour la réalisation des travaux d'infrastructure pour l'amélioration de la sécurité routière en voiries communales.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Herinrichting van de “Monumentzone” van de wijk Hof ten Berg en de wadi op het kruispunt van de Meilaan en Edouard Speeckaertlaan - Gewestelijke subsidie "Apparatuur en infrastructuur" - Veerkracht van de openbare ruimte - Overeenkomst met Brussels Mobiliteit - Goedkeuring.

DE RAAD,

Overwegende de noodzaak om de veerkracht van de openbare ruimte te verbeteren, met name via de vergroening en geïntegreerd regenwaterbeheer, door de organisatie en uitvoering van infrastructuurwerken;

Gelet op het Gewestelijk Mobiliteitsplan Good Move, waarin wordt vastgesteld dat bepaalde infrastructuurwerken, waarbij regelgevende en fysieke maatregelen worden uitgevoerd, de naleving van de geldende grenswaarden bevorderen, meer bepaald in het kader van de “Stad 30”, door ze geloofwaardig te maken;

Gelet op de projectoproep van Brussel Mobiliteit in het kader van de “gewestelijke ondersteuning voor de gemeentelijke mobiliteits- en verkeersveiligheidsacties” voor het jaar 2024;

Overwegende dat het College zich heeft aangesloten bij dit initiatief om subsidies te verkrijgen voor de uitwerking van investeringsprojecten ter verbetering van de veerkracht van de openbare ruimte;

Overwegende dat door de subsidiërende overheid 2 projecten zijn geselecteerd met een voorlopig maximumbudget voor de subsidie van 540.304 EUR, te weten:

- herinrichting van de “Monumentzone” van de wijk Hof ten Berg voor een bedrag van 415.304 EUR incl. btw;
- herinrichting van de wadi op het kruispunt van de Meilaan en Edouard Speeckaertlaan voor een bedrag van 125.000 EUR incl. btw;

Overwegende dat het krediet dat de uitgaven mogelijk maakt die nodig zijn voor de uitvoering van de infrastructuurwerken met het oog op veiligheid zal worden opgenomen als een begrotingswijziging bij de buitengewone begroting voor 2024;

Gelet op het ontwerp van overeenkomst van Brussel Mobiliteit;

Gelet op de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van burgemeester en schepenen van 16/05/2023;

BESLIST de bijgevoegde overeenkomst (SUP24.1149) tussen de gemeente Sint-Lambrechts-Woluwe en het Brussels Gewest goed te keuren teneinde de modaliteiten te regelen voor de toekenning van de subsidie ten bedrage van 540.304 EUR incl. btw voor de uitvoering van infrastructuurwerken ter verbetering van de verkeersveiligheid op gemeentewegen.

De titel van deze beraadslaging zal worden vermeld op de lijst die naar dhr. Minister-President van het Brussels Gewest moet worden doorgestuurd en dit in toepassing van de ordonnantie van 14/05/1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Gewest en van de bijhorende besluiten en omzendbrieven.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Promotion du patrimoine - Promotie van het patrimonium

27.05.2024/A/0044 **Remplacement et électrification de la roue du moulin de Lindekemale -
Convention de partenariat avec Bruxelles Environnement - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté royal du 30/03/1989 classant comme site l'ensemble formé par le moulin

de Lindekemale et les terrains environnants ;

Considérant que cet arrêté protège de facto les façades, toitures et toutes les parties du bâtiment visibles depuis le site ;

Vu les articles 214 et 231 du CoBAT stipulant que le propriétaire d'un bien relevant du patrimoine immobilier a l'obligation de le maintenir en bon état ;

Considérant que la Woluwe est reprise à Woluwe-Saint-Lambert parmi les cours d'eau non navigables de 1^{re} catégorie en application de l'Atlas des cours d'eau non navigables dressé par les services de la Province de Brabant en 1955, et ce conformément à la loi du 28/12/1967 relative aux cours d'eau non navigables ;

Considérant que la Woluwe est gérée par Bruxelles Environnement conformément à l'ordonnance du 16/05/2019 relative à la gestion et à la protection des cours d'eau non navigables et des étangs ;

Considérant que la roue à augets du moulin à eau fait partie intégrante du bien et qu'étant visible depuis le site classé, elle est sous le coup de l'arrêté de classement et constitue un élément relevant du patrimoine immobilier ;

Considérant que la commune a pris la décision de mettre en vente le moulin de Lindekemale mais de garder la propriété de la roue dans le but de la restaurer afin de rendre cette vente possible ;

Considérant les restaurations déjà réalisées par le passé et les conditions particulières qui mènent à la dégradation de la roue ;

Considérant que Bruxelles Environnement, à la demande de la Direction du Patrimoine culturel de la Région de bruxelloise, a étudié une proposition alternative de restauration en faisant appel à un bureau d'étude spécialisé via une procédure de marché public ;

Considérant que la Direction du Patrimoine culturel et Bruxelles Environnement valident la proposition qui ressort de cette étude et qu'il y a lieu de la mettre en œuvre ;

Considérant que les crédits sont prévus à l'article 77300/724-06 du budget extraordinaire 2024 ;

Vu l'accord donné par le Collège en séance du 19/10/2023 sur le principe de la restauration et de l'électrification de la roue du moulin ainsi que sur le co-financement de ce projet avec Bruxelles Environnement ;

Considérant néanmoins que l'électrification de la roue du moulin présente une rentabilité insuffisante au regard de l'investissement public à consentir ;

Considérant que le Collège s'est engagé en séance à relayer la préoccupation du Conseil en demandant à Bruxelles Environnement de revoir sa position à propos de l'électrification de la roue ;

Vu la nouvelle loi communale, notamment ses articles 117 et 232 ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins du 02/05/2024 ;

DECIDE d'approuver le projet de convention ci-dessous, sous réserve de la demande qui sera adressée à Bruxelles Environnement de reconsidérer la mise en place d'une centrale hydroélectrique et d'en vérifier la pertinence :

**Convention pour la restauration et l'entretien de la roue du moulin de
Lindekemale**

Entre

Bruxelles Environnement, l'administration de l'environnement et de l'énergie de la Région de Bruxelles-Capitale, dont le siège est établi sur le Site de Tour et Taxis, avenue du Port, 86C/3000 à 1000 Bruxelles, BCE 0236.916.956, valablement représentée par Madame Barbara Dewulf, directrice générale adjointe et Monsieur Benoît Willocx, directeur – chef de service.

Ci-après dénommée « Bruxelles Environnement »,

D'une part,

Et

La **commune de Woluwe-Saint-Lambert**, dont le siège est situé avenue Paul Hymans, 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert, BCE 0207.389.859, valablement représentée par son Collège des bourgmestre et échevins, au nom duquel agissent Monsieur Olivier Maingain, bourgmestre, et Monsieur Patrick Lambert, secrétaire communal.

Ci-après dénommée « la Commune »,

D'autre part.

Préambule

Le moulin de Lindekemale est une propriété de la Commune de Woluwe-Saint-Lambert depuis 1955. Il s'agit d'un moulin à eau dont l'énergie motrice est fournie par la Woluwe, rivière dont le cours a été restauré par les soins de Bruxelles Environnement et avec la coopération de la Commune au début des années 2000. Ce chantier, encadré par un bail emphytéotique, visait :

Phase 1 : la remise à ciel ouvert de la Woluwe et ménagement des terrains situés entre la rue de la Station et la rue Voot en parc ouvert au public (date ultime : 31/12/2001) ;
Phase 2 : la remise à ciel ouvert de la Woluwe entre le tronçon réalisé en phase 1 et l'étang Malou (date ultime : 31/12/2002). Un avenant ajoutait une phase 3 : la mise à ciel ouvert de la Woluwe dans la plaine du Struykbeken et la remise en état du chenal d'amenée d'eau du moulin (date ultime : 31/12/2002).

Le bail prévoit aussi que Bruxelles Environnement prend à sa charge la surveillance, la gestion et l'entretien du parc public.

L'actuelle roue date de 2008, elle a été restaurée conjointement par la Commune et Bruxelles Environnement. Le financement avait été partagé par les deux institutions à raison de 50% chacune. Ce travail avait fait l'objet d'un permis d'urbanisme unique, lequel est requis par la qualité de bien classé du site du Lindekemale (arrêté royal du 30/03/1989).

Cette roue est à l'arrêt depuis 2019, à cause des dégradations qu'elle a subies. En

accord avec la Direction du Patrimoine culturel, Bruxelles Environnement a pris l'initiative de commander une étude technique visant à restaurer la roue du moulin de Lindekemale.

Au vu de la trop faible durabilité des restaurations passées, il a été décidé d'opter cette fois pour 1) une roue en acier corten avec des aubes en chêne afin d'éviter la déformation de l'ouvrage d'art et sa détérioration et 2) de la coupler à une génératrice électrique afin de modérer sa vitesse de rotation.

À cette fin a été lancé par Bruxelles Environnement le marché public 2020B0084 concernant la mission d'auteur de projet pour la conception-réalisation-exploitation globale pour la production d'un rendement optimal en hydro-énergie au moulin de Lindekemale, y compris la rénovation de la roue et l'installation intégrée au site (y compris mise en fonctionnement) d'une installation hydro-énergétique. Celui-ci a été attribué à Merytherm Bureau d'Étude (MTBE), le 6 novembre 2020, pour un montant de 308.096,18 € TVAC (ci-après « le marché »). Le marché est divisé en 5 tranches :

Tableau 1: Marché 2020B0084

Tranche	Description	Budget
1	Etude de Conception (tranche ferme)	63.234,60 €
2	Mise en œuvre (fourniture et pose) (tranche ferme)	130.934,03 €
3	Mise en œuvre installation hydro-énergétique (tranche conditionnelle)	89.878,80 €
4	Exploitation de l'installation pendant 12 mois (tranche conditionnelle)	12.705,00 €
5	Entretien de l'installation pendant 1,5 ans - Maintenance (tranche conditionnelle)	21.870,75 €

La tranche 1 de ce marché a déjà été réalisée aux frais de Bruxelles Environnement.

Il est convenu de ce qui suit :

Article 1 – Objet de la convention

1.1 La présente convention a pour unique objet d'organiser la contribution de la Commune à la moitié, soit 50 %, des frais de rénovation de la roue du moulin de Lindekemale dont elle est propriétaire (à l'exclusion de la phase 1 Etude de conception).

1.2 Bruxelles Environnement signale que la première tranche a été intégralement exécutée et payée et ne demande aucune participation à la Commune.

Article 2 – Autorisation du propriétaire de la roue

2.1 La Commune autorise Bruxelles Environnement, pouvoir adjudicateur du marché précité, à faire effectuer des travaux de rénovation sur la roue du moulin dont elle est

propriétaire.

2.2 La Commune signale qu'elle demandera un subside pour travaux à un bien classé auprès de la Direction du Patrimoine culturel, auquel elle peut prétendre en tant que propriétaire du bien. Cette demande de subside portera sur sa seule participation financière au projet. En cas d'octroi, ce subside ne pourra pas être rétrocédé à Bruxelles Environnement, même partiellement, les agences régionales ne pouvant se subsidier entre elles. La Commune signale également son intention de chercher un sponsor privé pour l'aider à financer sa propre participation.

Article 3 – Exécution du chantier – fin des travaux et réceptions

3.1 Bruxelles Environnement s'engage à faire tout son possible pour faire respecter et reprendre comme siennes les remarques de la Commune indispensables au bon fonctionnement de la roue par son adjudicataire, MTBE.

3.2 À défaut, la Commune peut rompre la convention par envoi recommandé dans les 30 jours ouvrables de la prise de connaissance de sa violation.

3.3 Bruxelles Environnement décharge la Commune en cas de recours/appeal en garantie de son adjudicataire, MTBE à son encontre, et ce, concernant l'exécution du marché public et de toutes conséquences financières qui en découleraient (pénalités et autres,...).

3.4 Bruxelles Environnement s'engage envers la Commune à poursuivre MTBE en cas de manquement dans l'exécution du marché public et ce, à la première demande de la Commune.

3.5 Bruxelles Environnement génère les procès-verbaux de fin de chantier, de réceptions provisoire et définitive.

Article 4 – Paiements

4.1 Bruxelles Environnement soumet sans délai à la Commune les états d'avancement du chantier, avec estimation précise et inventaire détaillé des prestations effectuées.

4.2 Bruxelles Environnement fait tout son possible pour reprendre comme siennes les remarques de la Commune sur lesdits documents.

4.3 Bruxelles Environnement réceptionne et règle les factures de son adjudicataire MTBE et facture à son tour la moitié de la somme payée à la Commune en annexant la facture de MTBE acquittée.

4.4 La Commune paye les factures dans les 60 jours ouvrables de leur réception et aucun intérêt de retard ni aucune clause pénale ne sera due sur celles-ci.

Article 5 – Suppléments

Par suppléments, on entend : les prestations imprévues nécessaires à la bonne exécution des travaux prévus dans le cadre du marché 2020B0084.

Les suppléments peuvent d'une part porter sur une augmentation des quantités présumées des postes existants et sur l'ajout de nouveaux postes aux marchés publics,

ou, d'autre part, sur l'adjudication de nouveaux marchés publics en cas de découvertes imprévues lors du chantier.

Les suppléments nécessaires pour la bonne exécution des travaux sont d'abord financés au moyen du budget disponible à cet effet mentionné dans la présente Convention.

Au cas où le budget disponible dans la présente Convention s'avère insuffisant pour financer tous les suppléments nécessaires, ces suppléments seront pris en charge par la Commune et Bruxelles Environnement à hauteur de 50% chacun. L'évaluation de la nature et l'approbation des suppléments sont réalisées en concertation entre Bruxelles Environnement et la Commune.

Si aucun budget supplémentaire ne peut être trouvé par une des deux parties (Bruxelles Environnement ou la Commune) afin de financer ces suppléments, Bruxelles Environnement décidera en concertation avec la Commune à la non-exécution d'un certain nombre de travaux afin de respecter le budget disponible.

Article 6 – Responsabilité

6.1 Bruxelles Environnement décharge la Commune de toute responsabilité civile, contractuelle ou extracontractuelle découlant de l'exécution du marché public avec MTBE, et de ses conséquences financières.

6.2 Bruxelles Environnement, en sa qualité d'adjudicateur, sera seul responsable en cas de dommage et veillera à ce que MTBE prenne toutes les mesures nécessaires pour éviter les accidents tant aux biens qu'aux personnes.

6.3 Sans préjudice de l'article 6.7, Bruxelles Environnement sera tenu responsable, pendant toute la durée de la convention, vis-à-vis de la Commune, de tous les risques de dépréciation, perte, destruction totale ou partielle du moulin et de la roue appartenant à la Commune.

6.4 Bruxelles Environnement s'engage à poursuivre MTBE en cas de manquement dans l'exécution du marché et ce, à la première demande de la Commune.

6.5 Par dommage, il faut entendre les dommages matériels, corporels, immatériels et les conséquences directes de ces dégâts.

6.6 Afin de se prémunir et d'éviter tout conflit, un état des lieux contradictoire de la roue et du moulin avant le début des travaux sera établi.

6.7 A compter de la fin de la phase de maintenance assurée par Bruxelles Environnement (phase 5 du marché), la Commune assure l'entière responsabilité liée au fonctionnement de la roue du Moulin.

Article 7 – Assurances

7.1 Bruxelles Environnement veillera à demander une attestation de couverture de MTBE auprès de leur assurance responsabilité civile exploitation, avant le début des prestations.

7.2 Bruxelles Environnement devra veiller à ce que MTBE soit constamment et convenablement assuré et devra justifier du paiement des primes à toute demande de la Commune, par la production de la police et des quittances de primes.

Article 8 – Comité d’accompagnement

8.1 Bruxelles Environnement et la Commune décident de créer un comité d’accompagnement qui donnera son avis sur l’exécution du projet de restauration et d’électrification de la roue du moulin. Ce comité sera composé de deux représentants de Bruxelles Environnement et de la Commune, ainsi qu’au moins un représentant de la Direction du Patrimoine culturel, conformément aux obligations en matière de suivi de chantier concernant un bien classé.

Article 9 – Transfert de la charge de maintenance de la roue

9.1 À l’issue de l’exécution du marché, et spécifiquement de la phase 5 d’entretien (‘maintenance’), qui lui sera notifiée par Bruxelles Environnement, la Commune s’engage à réaliser les actes et travaux de maintenance à la roue et à la station hydro-électrique selon les prescriptions transmises par Bruxelles Environnement.

Les prescriptions seront reprises dans un document écrit et signé par son auteur et remises à la Commune dès le début de la période de maintenance.

Article 10 – Durée

10.1 La présente convention est conclue pour la durée de l’exécution du marché et prendra fin à l’expiration d’un délai de trois ans commençant à courir à la date de la réception provisoire des travaux.

10.2 Bruxelles Environnement s’engage à actionner la garantie prévue dans le marché public conclu avec MTBE ainsi qu’en cas de problème couvert par la garantie décennale lors de toute découverte d’un vice quelconque qui lui serait signalé et ce, à la première demande de la Commune.

Article 11 – Résiliation

11.1 En cas de manquements d’une partie, l’autre partie peut mettre fin à la convention à tout moment moyennant un délai de préavis de trois mois notifié à l’autre partie par courrier recommandé, sans préjudice de la réclamation de dommages et intérêts.

Article 12 – Loi applicable et clause de juridiction

12.1 La présente convention est régie par le droit belge. Les tribunaux de Bruxelles section francophone jouissent d’une compétence exclusive pour connaître de tout litige relatif à l’interprétation ou l’exécution de la présente convention.

Fait à Bruxelles, en deux exemplaires originaux dont chaque partie reconnaît avoir reçu le sien, le

Benoît WILLOCX et Barbara DEWULF Patrick LAMBERT et Olivier MAINGAIN

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vervanging en elektrificatie van het rad van de Lindekemalemolen - Samenwerkingsovereenkomst met Leefmilieu Brussel - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

RELATIONS PUBLIQUES - PUBLIEKE RELATIES

Relations extérieures - Externe betrekkingen

27.05.2024/A/0045 **ASBL Wolu-International - Comptes, bilan et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subside 2024 - Dépense : 103.500 EUR - Subside spécifique « Journée de l'Europe » - Dépense : 3.600 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 103.500 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 15002/332-02, en faveur de l'ASBL Wolu-International ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 3.600 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 76215/332-02, en faveur de l'ASBL Wolu-International, pour l'organisation de la Journée de l'Europe ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 16/05/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Wolu-International ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 103.500 EUR, inscrit à l'article 15002/332-02/4254 du budget 2024, à l'ASBL Wolu-International, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert ;
- de confirmer l'octroi du subside d'un montant de 3.600 EUR spécifiquement dédiée à l'organisation de la Journée de l'Europe, inscrit à l'article 76215/332-02/4253 du budget 2024, à l'ASBL Wolu-International, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert.

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Vzw "Wolu-International" - Rekeningen, balans en activiteitenverslag 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 103.500 EUR - Specifieke subsidie "Dag van Europa" - Uitgave: 3.600 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

27.05.2024/A/0046 **Jumelage Woluwe-Saint-Lambert / Mbazi - Comptes et rapport d'activités 2023 - Prise de connaissance - Subsidie 2024 - Dépense : 15.500 EUR - Approbation.**

LE CONSEIL,

Vu la loi du 14/11/1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Considérant qu'un subside d'un montant de 15.500 EUR a été prévu au budget 2024, à l'article 15005/332-02, en faveur de l'ASBL Wolu-International ;

Considérant qu'il s'indique donc, en application de l'article 5 des dispositions légales précitées, que cette association produise les documents requis ;

Vu le bilan arrêté au 31/12/2023, les comptes 2023 et le rapport d'activités pour la période 2023 de l'association précitée ;

Considérant que ces documents ont été présentés au Collège des bourgmestre et échevins le 16/05/2024 ;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale ;

DECIDE :

- de prendre connaissance du bilan arrêté au 31/12/2023, des comptes 2023 et du rapport d'activités 2023 de l'ASBL Wolu-International concernant le jumelage

avec Mbazi ;

- de confirmer l'octroi d'une subvention d'un montant de 15.500 EUR, inscrite à l'article 15005/332-02/4171 du budget 2024, à l'ASBL Wolu-International, avenue Paul Hymans 2 à 1200 Woluwe-Saint-Lambert (numéro d'entreprise : 842.107.577).

L'intitulé de la présente délibération sera repris sur la liste à transmettre à M. le Ministre-Président de la Région bruxelloise, en application de l'ordonnance du 14/05/1998 organisant la tutelle sur les communes de la Région bruxelloise, ainsi que ses arrêtés et circulaires complémentaires.

28 votants : 28 votes positifs.

Verbroedering Sint-Lambrechts-Woluwe/Mbazi - Rekeningen en activiteitenverslagen 2023 - Kennisneming - Subsidie 2024 - Uitgave: 15.500 EUR - Goedkeuring.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 28 positieve stemmen.

Eric Bott quitte la séance / verlaat de zitting.

Jean-François Thayer quitte la séance / verlaat de zitting.

Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke quitte la séance / verlaat de zitting.

Elsa Boonen quitte la séance / verlaat de zitting.

SECRÉTARIAT - SECRETARIAAT

Interpellations (Section 4 - art. 7 - sous-section 1) - Interpellaties (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 1)

27.05.2024/A/0047 **Expulsion d'un collectif de femmes avec enfants dans notre commune. (Mme BORDES CASTELLS)**

Ce point est traité conjointement avec le point 49.

Mme BORDES CASTELLS interpelle le Collège comme suit au sujet de l'expulsion d'un collectif de femmes avec enfants dans la commune :

« Au mois de février, je vous ai interpellés à propos de cette même occupation. Vous avez assuré qu'un hébergement digne leur serait proposé, que vous feriez tout pour trouver une solution. Aujourd'hui, je reviens vers vous car ce qui s'est passé le mardi 14 mai ne correspond pas aux engagements pris par le Collège et en particulier par notre bourgmestre. Même si nous pouvons être d'accord sur le fait que Fedasil ne prend pas ses responsabilités, vous saviez que le Centre Ariane n'était pas prêt à les accueillir et selon ses responsables, ils ne considéraient pas que ce soit leur compétence. Dans cette situation, vous leur avez proposé « une autre solution » chaussée de Roodebeek 331. Pourtant, c'est un petit immeuble de quatre pièces de bureaux qui n'a pas de douches, il aurait fallu aller jusqu'au CPAS pour la faire. Ne faites jamais ce que vous n'aimeriez pas qu'on vous fasse. Je me demande si vous auriez aimé qu'on vous propose un bureau comme chambre à partager avec d'autres femmes et leurs enfants. N'oublions pas qu'elles sont une trentaine et ont des enfants en bas âge qui eux aussi ont besoin de place. Non, par leur refus, elles n'ont pas fait de caprice. Alors que cet immeuble n'était pas adapté et que Fedasil n'était pas d'accord,

pourquoi avez-vous pris cette démarche ? Ni les occupantes, ni les associations, ni les citoyens, ni nous-mêmes ne pouvons comprendre pourquoi vous n'avez pas attendu. Je vous l'ai demandé le matin même et vous m'avez dit : « il m'est indifférent que Fedasil ne soit pas d'accord ». Avez-vous songé au fait que si Fedasil n'était pas d'accord ni prêt à les accueillir, elles ne pourraient pas être bien accueillies ? C'est ce qui est arrivé. De plus, la Région avait un hébergement qui allait se mettre en place de manière imminente (comme vous le soulignez dans votre communiqué de presse) et vous demandait un délai de quelques jours. Aussi, il est difficile de comprendre que ces femmes se sont fait expulser aux petites heures, alors qu'elles dormaient avec leurs enfants. Elles n'ont pas pu prendre leurs affaires ni eu le temps de s'habiller correctement et certaines d'entre elles ont été malades à cause de ça. Une a été hospitalisée pour hypertension en conséquence de cette situation. Faire monter dans le car les femmes avec leurs enfants qui évidemment ont été violentés et ne pouvaient pas comprendre pourquoi, à la force et en pyjama, c'est d'une violence inouïe. Loin de ce qu'on attend d'une commune qui se dit commune hospitalière. Pourquoi cette urgence ? Elles ont dû rester toute une journée à attendre, sans avoir un lieu où se reposer, dans le stress, privées de leurs activités quotidiennes et surtout sans leurs affaires avant d'être installées. Ces femmes et leurs enfants auront vécu inutilement une journée qu'ils n'oublieront pas facilement. Je vous ai aussi entendu parler le jour même de sécurité. Pourtant, depuis le début de l'occupation, vous avez pu constater le soin, la prudence et la précaution de ces femmes dans l'entretien du lieu et aucune plainte du voisinage n'a pas été mentionnée. Paradoxalement, le déploiement policier mis en place pour cette expulsion était vraiment disproportionné. C'était comparable aux manifestations de centaines de personnes alors qu'ici, il s'agissait seulement d'une trentaine de femmes (encore endormies) avec leurs enfants et quelques dizaines de citoyens mobilisés pacifiquement en leur cause. Ces femmes subissent aujourd'hui les conséquences de cette décision. Elles sont encore sous le choc. Elles doivent marcher dix à quinze minutes pour prendre une douche, même si l'horaire s'est quelque peu amélioré. Ce collectif de femmes, comme son nom l'indique, s'est soudé et elles ont besoin d'être ensemble pour l'autonomie que cela leur donne. Bref, Fedasil non seulement ne veut pas mais le lieu est inadapté et ne couvre pas leurs besoins les plus fondamentaux. Même les sorties leur sont limitées. Après ces incohérences entre votre engagement et les demandes du collectif, on peut se demander si les interlocutrices lors de vos échanges et négociations sont encore le comité des femmes sans-papiers et la voix des sans-papiers.

Je poserais au Collège les questions suivantes :

1. Sachant qu'il n'y avait pas problème de sécurité, pourquoi les avoir expulsées alors même que la Région avait enfin une solution imminente ?
2. Pourquoi, en sachant que Fedasil n'était pas prêt, avez-vous poursuivi et demandé d'exécuter cette expulsion ?
3. Des femmes et des enfants, même si vous songiez à une mobilisation, pensez-vous que cela justifiait de le faire à 06h et avec cette brutalité ?
4. Pourquoi n'ont-elles pas eu droit à s'habiller correctement et prendre leurs affaires ?
5. Même si le CPAS leur a donné quelque chose à manger, vous conviendrez que cette journée a dû être traumatisante pour toutes ces femmes, ne parlons pas des enfants qui, en bas âge, ne pouvaient pas comprendre. Pouvez-vous nous expliquer ?
6. Cette commune s'est proclamée il y a un temps commune hospitalière. Qu'est-ce que vous avez prévu pour améliorer l'hébergement de ces femmes tant qu'elles seront dans notre commune ?
7. Pourront-elles avoir plus de flexibilité afin de pouvoir poursuivre « leur vie quotidienne » ? »

M. LORIAUX interpelle également le Collège au sujet de l'occupation de l'hôtel Monty par des femmes et enfants sans-papiers :

« Comme l'ensemble de mes collègues, j'ai pris connaissance des informations communiquées dans la presse concernant l'occupation et l'expulsion des occupants de l'ancien hôtel Monty. Permettez-moi de rappeler brièvement les faits dont j'ai connaissance. A la suite de l'occupation illégale d'un immeuble privé situé sur le territoire de la commune par des femmes et des enfants sans-papiers, le propriétaire a introduit un recours en justice afin d'obtenir leur expulsion. En mars dernier, le juge de paix a condamné les occupants de l'hôtel Monty à « quitter et libérer les lieux qu'ils occupent dans le mois du jugement ». Le 14 mai, nous avons appris l'expulsion des occupants qui a eu lieu sur ordre du chef de corps de la zone de police, dans le strict respect des dispositions légales. Nous avons également appris que le transfert des personnes, ainsi que de leurs effets personnels, vers un centre d'hébergement a été effectué par des véhicules communaux. Le repas a été assuré par les services du CPAS, comme c'est généralement le cas dans ce type de dossier. Depuis lors, il semble que plusieurs rumeurs infondées circulent concernant la procédure d'expulsion et l'hébergement des personnes concernées. Pire encore, des accusations calomnieuses à l'encontre du bourgmestre sont à déplorer. Nous avons aussi appris qu'une solution a été proposée par la Région mais après l'expulsion.

En conséquence, Mesdames et Messieurs les membres du Collège de Woluwe-Saint-Lambert peuvent-ils me faire savoir :

1. Comment s'est déroulée la procédure d'expulsion ? Le bourgmestre a-t-il été informé du déroulement de la procédure ?
2. Depuis le 14 mai, quelles solutions ont été mises en place pour accueillir et héberger les anciens occupants de l'hôtel Monty ? En ce qui concerne les enfants, une solution spécifique a-t-elle été proposée ?
3. Quelle est la position de Fedasil et de la Croix-Rouge flamande dans ce dossier ?
4. Comment se fait-il que la solution proposée par la Région n'intervienne qu'après l'expulsion ? »

M. MAINGAIN s'insurge contre les propos insultants envers la commune concernant cette affaire. Il fait remarquer que juridiquement, on aurait pu considérer qu'il s'agissait d'un litige purement privé entre un propriétaire et des occupants sans titre ni droit d'un bien privé et les autorités communales auraient pu s'abstenir d'intervenir. Il attire l'attention sur le fait que toutes les semaines, il y a des expulsions à la suite de décisions judiciaires qui se font et le bourgmestre n'a aucune prérogative en la matière : il n'a pas à décider du bien-fondé de celles-ci ni de la manière dont elles se passent, s'agissant de l'exécution d'une décision de justice dans un état de droit. Il rappelle la chronologie des faits :

- Après bien des rebondissements judiciaires (une première décision du Tribunal de première instance francophone sur référé unilatéral invalidée par une deuxième sur la base d'un rapport des services communaux), le juge de paix du canton de Woluwe-Saint-Pierre a décidé mi-mars que pour le 19 avril, les occupants devaient avoir quitté volontairement les lieux.
- L'huissier de justice constate qu'à la date requise, les occupants n'ont pas quitté les lieux et décide de requérir l'assistance des services de police pour procéder à l'expulsion, ce que le chef de corps ne peut refuser, sous peine de commettre une infraction. Le chef de corps décide en accord avec l'huissier de justice de la date de l'expulsion et de la manière dont elle est menée. Ce n'est pas de la responsabilité du bourgmestre. Le bourgmestre est néanmoins informé dès qu'il

y a un risque pour la sécurité publique.

- Les occupantes avaient été informées de la date de l'expulsion. Comme il y avait un appel à manifester sur les réseaux sociaux, le chef de corps a estimé qu'il fallait un certain effectif de police pour assurer la sécurité. Il y avait exactement 75 policiers (et non 200, comme affirmé sur les réseaux) affectés à cette opération, dont très exactement 10 chargés d'accompagner les personnes à expulser et 10 à 15 pour régler la circulation et assurer la sécurité routière (il fallait notamment veiller à ce que personne ne tombe dans le tunnel), les autres étant en réserve.

Il comprend que ce soit traumatisant d'être réveillé à 06h30 par les services de police mais affirme que cela s'est fait strictement dans le respect des personnes et que tout le monde est sorti librement. Il signale qu'une personne a refusé de s'habiller mais que personne n'a été menotté ni emmené par contrainte physique. Il était lui-même au dispatching et a suivi toute l'opération en communication permanente avec les forces de l'ordre. Il s'inscrit en faux contre toute accusation de violence physique vis-à-vis des personnes. Il reconnaît qu'une expulsion est traumatisante mais fait remarquer que si les occupantes voulaient éviter cela, elles pouvaient quitter les lieux avant le 19 avril. Il ajoute qu'un accompagnement par des assistants sociaux et assistantes sociales de la commune a été prévu dès le départ et que le transport des personnes et de tous leurs effets personnels a également été assuré par la commune. Il s'était rendu personnellement sur place pour les informer le dimanche précédant l'expulsion. Il attire l'attention sur le fait qu'un bourgmestre qui donnerait instruction de ne pas exécuter une décision de justice pourrait être condamné et la zone de police pourrait être contrainte de l'exécuter avec astreintes. Pendant la période du contentieux, il a tenté de trouver une solution de relogement mais aucune réponse positive n'a été reçue de la part des autorités régionales. Il précise que la Région refuse de payer les charges pour l'occupation d'un bien privé. Il mentionne un bâtiment disponible à Saint-Gilles où le coût des charges s'élevait à 14.500 EUR par mois, ce que le Région a refusé de prendre en charge. Il estime que ce n'est pas à la commune de supporter un tel coût. En ce qui concerne l'arrêté de réquisition du Centre Ariane, il a averti la SLRB de son intention et s'est rendu sur place le 5 avril pour dialoguer avec Fedasil. Il a fait le tour de l'immeuble et a constaté que contrairement à ce que prétend Fedasil, le centre n'est pas saturé et les étages vides ne sont pas en chantier (Fedasil invoque un renouvellement de l'installation électrique mais ne communique aucune information quant à la planification des travaux). Il affirme avoir été très clair avec les personnes expulsées qui ont été informées que l'arrêté de réquisition portait sur le centre d'hébergement de Fedasil. Il retrace les événements qui ont suivi cet arrêté de réquisition :

- Dès la prise de l'arrêté, Fedasil a introduit un recours en extrême urgence le 7 mai au Conseil d'Etat. Il s'agit d'une procédure dans laquelle l'affaire se plaide oralement, quasi sans débat contradictoire. Le rapport de l'auditeur était défavorable à la commune et il y avait donc un risque d'un arrêt défavorable.
- Connaissant la date d'expulsion du 14 mai puisqu'elle avait été communiquée par l'huissier de justice et sans attendre l'arrêt du Conseil d'Etat, le bourgmestre a donc recherché un bâtiment communal pour avoir un plan B. Un rendez-vous a été organisé le 9 mai en fin d'après-midi avec quelques femmes du groupe, qui étaient accompagnées d'un petit enfant, pour une visite du bâtiment situé au n° 331 chaussée de Roodebeek, qui n'est certes pas optimal mais spacieux. Il fallait accepter d'y partager une grande salle à 8 ou 10 personnes et il est vrai qu'il n'y a pas de douches mais l'enfant était heureux de découvrir la plaine de jeux toute proche et l'animalerie du parc de Roodebeek et il y a des douches à proximité, à la maison de repos du CPAS. Il y a eu une discussion par rapport à la possibilité de cuisiner des plats à la graisse dans la petite cuisine du bâtiment

car elles ont pour habitude de faire des frites tous les jours, ce qui n'était pas acceptable mais une proposition leur a été faite de leur fournir des repas sains. Elles ont également émis une demande quant à la possibilité d'accueillir les enfants dans une école ou en crèche communale et Princesse Paola n'est pas loin. Un accord a semblé intervenir au moment de la visite mais le dimanche 12, elles ont refusé cette proposition par courriel.

- Le lundi 13 mai après-midi, il apprend que le Conseil d'Etat se déclare incompétent et qu'en conséquence, l'arrêté de réquisition est valide et donc maintenu et il décide donc de le mettre en œuvre. Il s'est heurté à une opposition acharnée de Fedasil parce que Fedasil et la secrétaire d'Etat ne veulent en aucun cas qu'il y ait un précédent d'hébergement de personnes qui ne sont pas en régime de protection internationale dans un centre Fedasil. Il a reçu un appel de Mme Nicole de MOOR le lundi en soirée qui refusait de faire droit à l'arrêté de réquisition et se faisait fort de trouver, avec le ministre MARON, un autre lieu d'hébergement. Elle lui annonçait que son chef de cabinet le rappellerait avec une proposition de relogement. Il a laissé son GSM allumé toute la nuit et n'a plus eu un seul appel de Mme de MOOR.
- Le mardi 14 matin, à 09h, il arrive au Centre Ariane et le gestionnaire du centre n'autorise pas l'entrée dans le bâtiment. Il avait prévu les forces de l'ordre en soutien. Le gestionnaire du centre demande que l'on attende l'arrivée du représentant de Fedasil. Celui-ci exige que la police zonale effectue un contrôle d'identité de toutes les personnes expulsées et qu'elles soient mises à la disposition de l'Office des étrangers si elles ne sont pas en ordre, en vue d'être éventuellement éloignées du territoire. Certaines de ces personnes sont depuis 18 ans en Belgique. Il a refusé que la police zonale procède à une « rafle », estimant que si le représentant de Fedasil souhaitait que cela se fasse, il devait faire appel à la police fédérale.
- Le représentant de Fedasil a finalement dû accepter qu'il effectue une nouvelle visite des lieux et aux 5^e et 3^e étages de l'aile D, il a vu des fils électriques qui pendouillaient au plafond aux mêmes endroits que lors de la visite du 5 avril, ce qui lui a donné l'impression d'une mise en scène. Alors que les gestionnaires prétendaient qu'il n'y avait plus d'électricité au 3^e étage et que les installations n'étaient pas sécurisées, il a demandé à voir le tableau électrique et dès sa mise en fonction, la lumière s'est allumée. Le représentant de Fedasil et le gestionnaire du centre ayant invoqué la sécurité, il a proposé de faire vérifier l'installation par les électriciens communaux. Le représentant de Fedasil et le gestionnaire du centre ont alors précisé qu'ils n'apporteraient aucune aide, sous quelque forme que ce soit, pour l'installation des personnes, qu'elles n'auraient pas accès à l'ascenseur ni aux douches collectives et qu'elles ne pourraient pas bénéficier des repas. Ils estimaient que la commune devait tout prévoir elle-même mais les services communaux et ceux du CPAS ont collaboré, avec le soutien de la Croix-Rouge francophone, pour aménager les lieux et en fin de journée, le directeur du centre a reconnu que tout était installé pour que les personnes soient hébergées dans les meilleures conditions possibles.

Il remercie le CPAS qui, toute la journée, a accompagné ces personnes. Il reconnaît que pour certaines, le repas de midi ne convenait pas car elles mangent halal mais il signale que d'autres possibilités existaient et que par ailleurs, des petits lits ont été achetés par le CPAS pour les nouveau-nés ainsi que des baignoires pour pouvoir faire leur toilette et du linge. Il se dit révolté d'entendre, après tout cela, que la commune aurait été « paternaliste » et « raciste ». Il précise que les personnes concernées n'ont pas été autorisées à utiliser l'ascenseur par la Croix-Rouge flamande et Fedasil car ils ont prétendu qu'elles pourraient être « contagieuses » et qu'ils ont en outre demandé de vérifier, pour des raisons prophylactiques, qu'aucune de ces femmes n'était

enceinte et qu'on leur fournisse un certificat médical attestant de l'état de santé de celles-ci, ce que la commune a refusé. Il signale que les gestionnaires ont même placé un vigile devant l'ascenseur au 3^e étage. Il s'est réservé le droit de porter plainte chez UNIA. Il précise que de telles conditions ont été imposées par Fedasil (et non par le bourgmestre !) pour tenter de le décourager quant à la réquisition. Il ajoute qu'il a pris contact avec le ministre MARON pour obtenir une autre solution. Il fait remarquer qu'il n'est pas simple de prendre un arrêté de réquisition. Il précise que l'affaire sera plaidée devant le juge de paix le 11 juin mais que Fedasil a introduit un recours devant le Tribunal de première instance en référé unilatéral et a perdu en première instance mais a obtenu gain de cause en appel et la commune a reçu aujourd'hui l'arrêt de la Cour d'appel laissant 30 jours pour que les personnes quittent les lieux. Il annonce que la commune ira en tierce opposition. Il rappelle que Fedasil est incapable de donner une planification des travaux dans les étages concernés. Il attire l'attention sur le fait que les conditions mises à l'arrêté de réquisition du bourgmestre (article 134bis de la nouvelle loi communale) sont tellement restrictives qu'il est impossible de les respecter dans l'urgence. Il estime qu'il n'est pas normal qu'entre autorités publiques, il y ait de tels obstacles à réquisitionner un bien qui n'est pas occupé. Il constate qu'au nord du pays, on ne peut pas concevoir qu'on héberge des sans-papiers et que les choses ne se débloquent à la Région que parce qu'il a tapé son poing sur la table. Il affirme être le seul à avoir assumé ses responsabilités. Il signale qu'il n'y a toujours pas de confirmation ni de date de transfert et que les équipes de la commune seront à nouveau sollicitées pour assurer le transport.

Mme BORDES CASTELLS reconnaît que Fedasil ne prend pas ses responsabilités. Elle demande si le bourgmestre voyait tout du dispatching.

M. MAINGAIN répond que c'était effectivement le cas, via une caméra qui se trouve au coin de l'avenue Georges Henri et qu'ensuite, il s'est rendu sur place.

Mme BORDES CASTELLS fait remarquer que les occupantes ont été prévenues mais pas que ce serait si tôt. Elle objecte que même si c'est bien que tout ait été fait en un jour, pour les personnes qui attendaient, cela aurait été mieux que ce soit fait avant.

M. MAINGAIN répond qu'en cas d'expulsion par les services de police, il est évident qu'on n'annonce pas l'heure, afin de prévenir tout risque d'incident. Il entend bien que personne ne souhaite être réveillé dès potron-minet avec des enfants en bas âge mais il rappelle qu'il fallait tenir compte d'un risque d'avoir des manifestants en nombre et des problèmes de sécurité routière. Il affirme que les services de police sont constitués de personnes très respectueuses et humaines. Il reconnaît que le peloton était en tenue de maintien de l'ordre mais précise que ce ne sont pas ces agents qui sont entrés dans le bâtiment. Il se dit convaincu que si le Conseil d'Etat avait invalidé l'arrêté de réquisition, elles auraient accepté la solution du n° 331 chaussée de Roodebeek. Il fait remarquer que si un jour, l'Office des Etrangers décide que ces personnes ne peuvent pas rester sur le territoire, il faudra respecter cette décision car la Belgique est un Etat de droit.

Mme BOONEN remercie tout le monde de prendre le temps de discuter de ces sujets car il ne faut pas oublier qu'il s'agit de personnes. Elle est d'avis que des citoyens peuvent se mobiliser pour faire respecter les droits humains. Elle fait remarquer que même avec le meilleur accompagnement, si les personnes concernées ne sont pas consentantes, c'est un peu un échec. Elle comprend que des femmes qui sont là depuis si longtemps et subissent des violences souhaitent rester ensemble et soient sur leurs gardes.

M. LORIAUX s'insurge contre les propos calomnieux et diffamatoires sur les réseaux. Il se dit écœuré par l'attitude de Fedasil et de la Croix-Rouge flamande. Il ne comprend pas qu'à notre époque, on puisse organiser une sorte de rafle. Il constate que « Woluwe-Saint-Lambert, commune hospitalière », c'est toujours le cas et que la commune a même été plus hospitalière que ce qu'on attend. Il félicite tout le Collège et en particulier le bourgmestre pour son implication pleine d'humanité.

Mme DRION du CHAPOIS remercie le bourgmestre et la présidente du CPAS car tout le monde a été aux petits soins pour ces personnes, toutes les équipes du CPAS et de la commune ont été exemplaires. Elle considère que ce que l'on a lu sur les réseaux est vraiment dégoûtant. Elle constate qu'il n'y a pas de merci de ces gens et trouve cela blessant.

Mme PANS remercie pour le compte rendu qui a été envoyé à tous les conseillers communaux. Elle est passée sur place lors de l'expulsion et n'a rien vu de dramatique : tout semblait sous contrôle. Elle rappelle que la loi, c'est la loi et que même si humainement, c'est parfois difficile, on ne peut pas toujours outrepasser les barrières que l'on a dans un Etat de droit.

M. de MAERE d'AERTRYCKE demande à Mme BOONEN quelle solution elle aurait apporté le jour-même si elle avait connu l'heure de l'expulsion.

Mme BOONEN répond qu'elle estime que les citoyens qui se mobilisent ne font pas que du brouhaha mais font valoir que parfois, les lois ne sont pas justes.

M. de MAERE d'AERTRYCKE fait remarquer qu'il y a des représentants pour défendre ces points de vue au sein des institutions.

M. MAINGAIN ajoute qu'il a fait en sorte que cela se fasse dans des conditions le plus humaines possibles. Il rappelle que quand le centre Fedasil s'est ouvert, c'est le bourgmestre qui s'est préoccupé des conditions de sécurité et a demandé un avis des pompiers. Il ajoute qu'à l'époque, il n'y avait pas de douches en nombre suffisant et qu'il a mobilisé l'équipe du CPAS pour que les personnes à mobilité réduite puissent prendre des douches à la maison de repos, que la commune - service de la jeunesse - a également assuré la prise en charge des enfants pour lesquels Fedasil n'a rien prévu pendant deux étés. Il regrette qu'aujourd'hui quand c'est la commune qui a besoin d'un hébergement temporaire, Fedasil fasse toutes les misères possibles. Il affirme que ce n'est pas le bourgmestre de Woluwe-Saint-Lambert qui a fait preuve d'inhumanité !

Uitzetting van een groep van vrouwen met kinderen in onze gemeente. (Mw. BORDES CASTELLS)

Dit punt wordt samen met punt 49 behandeld.

Mw. BORDES CASTELLS interpelleert het College als volgt over de uitzetting van een groep vrouwen met kinderen in de gemeente:

"In februari heb ik u vragen gesteld over deze zelfde bezetting. U verzekerde me toen dat ze fatsoenlijke huisvesting zouden krijgen en dat u er alles aan zou doen om een oplossing te vinden. Vandaag kom ik hierover bij u terug omdat wat er op dinsdag 14 mei is gebeurd niet overeenkomt met de toezeggingen van het College en in het bijzonder van onze burgemeester. Zelfs als we het erover eens kunnen zijn dat Fedasil zijn verantwoordelijkheid niet neemt, wist u dat het Centrum Ariane niet klaar was om

hen te ontvangen en dit volgens de verantwoordelijken niet tot hun verantwoordelijkheid behoorde. Dus bood u hen “een andere oplossing” in de Roodebeeksteenweg 331. Dit is echter een klein kantoorgebouw met vier kamers zonder douches, en men had er helemaal voor naar het OCMW moeten gaan. Doe nooit iets aan ander wat je niet wil dat men je aandoet. Ik vraag me af of u tevreden zou zijn geweest indien men u een kantoor aangeboden zou hebben als kamer om te delen met andere vrouwen en hun kinderen. Laten we niet vergeten dat ze met ongeveer dertig zijn en jonge kinderen hebben ook hun eigen ruimte nodig hebben. Nee, hun weigering was geen bevestiging. Ondanks het feit dat dit gebouw ongeschikt was en Fedasil niet akkoord ging, waarom hebt u dan toch deze stap gezet? Noch de bewoners, noch de verenigingen, noch de burgers, noch wijzelf kunnen begrijpen waarom u niet hebt gewacht. Ik heb het u vanmorgen nog gevraagd en u zei me: “Het kan me niet schelen dat Fedasil niet akkoord gaat”. Heeft u eraan gedacht dat als Fedasil niet akkoord ging en niet klaar was om hen op te vangen, ze niet zouden opgevangen worden? Dat is wat er gebeurde. Bovendien beschikte het gewest over accommodatie die onmiddellijk zou worden opgezet (zoals u in uw persbericht aangeeft) en vroeg u om een uitstel van een paar dagen. Het is dus moeilijk te begrijpen waarom deze vrouwen in de vroege ochtenduren werden uitgezet, terwijl ze met hun kinderen sliepen. Ze hadden geen tijd om hun spullen te pakken of om zich fatsoenlijk aan te kleden en sommigen van hen werden ziek als gevolg daarvan. Eén van hen werd met hoge bloeddruk opgenomen in het ziekenhuis. Vrouwen en hun kinderen, die duidelijk mishandeld zijn en niet begrijpen waarom, in hun pyjama de bus in dwingen is ongehoord geweld. Het is verre van wat men zou verwachten van een gemeente die beweert gastvrij te zijn. Waarom de hoogdringendheid? Ze moesten een hele dag wachten, zonder rustplaats, onder stress, beroofd van hun dagelijkse bezigheden en, bovenal, zonder hun bezittingen totdat ze geïnstalleerd waren. Deze vrouwen en hun kinderen hebben een dag meegemaakt die ze niet snel zullen vergeten. Ik heb u ook horen spreken over de veiligheid op de dag zelf. Sinds het begin van de bezetting heeft u echter de zorgvuldigheid, voorzichtigheid en voorzorg van deze vrouwen bij het onderhoud van het terrein kunnen observeren en er zijn geen klachten uit de buurt gemeld. Paradoxaal genoeg was de politie-inzet voor deze ontruiming echt buiten proporties. Het was te vergelijken met demonstraties van honderden mensen, terwijl het hier ging om slechts een dertigtal vrouwen (die nog sliepen) met hun kinderen en enkele tientallen burgers die zich vreedzaam voor hun zaak inzetten. Deze vrouwen lijden nu onder de gevolgen van deze beslissing. Ze zijn nog steeds in shock. Ze moeten tien tot vijftien minuten lopen om te douchen, hoewel het tijdschema iets verbeterd is. Deze groep vrouwen heeft zich, zoals de naam al aangeeft, verenigd en ze moeten samen zijn voor de autonomie die het hen geeft. Kortom, het is niet Fedasil alleen die niet wil, maar de plek is ongeschikt en voorziet niet in hun meest elementaire behoeften. Zelfs hun uitjes zijn beperkt. Gezien deze inconsistenties tussen uw engagement en de eisen van het collectief, kan men zich afvragen of de gesprekspartners in uw discussies en onderhandelingen nog steeds het comité vrouwen zonder papieren en de stem van de personen zonder papieren zijn. Ik zou het College de volgende vragen willen stellen:

1. Waarom heeft u, wetende dat er geen veiligheidsprobleem was, hen uitgezet toen het gewest eindelijk een oplossing op handen had?
2. Waarom ging u, wetende dat Fedasil niet klaar was, door en vroeg u om de uitzetting uit te voeren?
3. Vrouwen en kinderen, zelfs als u van plan was om te mobiliseren, vindt u dat gerechtvaardigd om dat om 6 uur 's ochtends en met zoveel geweld te doen?
4. Waarom mochten ze zich niet fatsoenlijk aankleden en hun bezittingen verzamelen?
5. Zelfs als het OCMW hen iets te eten gaf, zult u het met me eens zijn dat het een

traumatische dag moet zijn geweest voor al deze vrouwen, om nog maar te zwijgen van de kinderen, die te jong waren om het te begrijpen. Kunt u dat uitleggen?

6. Enige tijd geleden heeft deze gemeente zichzelf uitgeroepen tot een gastvrije gemeente. Welke plannen hebt u om de huisvesting van deze vrouwen te verbeteren terwijl ze in onze gemeente zijn?
7. Zullen ze meer flexibiliteit krijgen zodat ze verder kunnen met hun dagelijkse leven?"

Dhr. LORIAUX interpelleert het College eveneens over de bezetting van het Monty Hotel door vrouwen en kinderen zonder papieren:

"Net als al mijn collega's heb ik de persberichten gelezen over de bezetting en uitzetting van de bewoners van het voormalige Monty Hotel. Staat u mij toe kort de mij bekende feiten in herinnering te brengen. Na de illegale bezetting van een privégebouw in de gemeente door vrouwen en kinderen zonder papieren, heeft de eigenaar gerechtelijke stappen ondernomen om hen eruit te zetten. Afgelopen maart heeft de vrederechter de bewoners van het Monty Hotel bevolen om "het pand dat zij bewonen te verlaten en te ontruimen binnen een maand na het vonnis". Op 14 mei hoorden we van de uitzetting van de bewoners, die plaatsvond op bevel van de commandant van de politiezone, met strikte naleving van de wet. We hebben ook vernomen dat de overbrenging van de mensen en hun persoonlijke bezittingen naar een opvangcentrum gebeurde met voertuigen van de gemeente. De maaltijden werden verstrekt door het OCMW, zoals gebruikelijk in dit soort gevallen. Sindsdien schijnen er een aantal ongegronde geruchten de ronde te doen over de uitzettingsprocedure en de huisvesting van de betrokken personen. Erger nog, er zijn lasterlijke beschuldigingen geuit aan het adres van de burgemeester. We hebben ook vernomen dat er een oplossing is voorgesteld door het Gewest, maar na de uitzetting.

Daarom zou ik de leden van het College willen vragen:

1. Hoe is de uitzettingsprocedure verlopen? Werd de burgemeester op de hoogte gebracht van het verloop van de procedure?
2. Welke oplossingen werden er sinds 14 mei uitgewerkt om de voormalige bewoners van het Monty Hotel te huisvesten? Is er een specifieke oplossing voor de kinderen voorgesteld?
3. Wat is het standpunt van Fedasil en het Vlaamse Rode Kruis in deze kwestie?
4. Waarom komt de oplossing die het Gewest voorstelt pas na de uitzetting?"

Dhr. MAINGAIN maakt bezwaar tegen de beledigende opmerkingen over de gemeente in deze zaak. Hij wijst erop dat het juridisch gezien een puur privégeschil had kunnen zijn tussen een eigenaar en een bewoner van een privéterrein zonder titel of recht, en dat de gemeente had kunnen afzien van ingrijpen. Hij vestigt de aandacht op het feit dat er wekelijks uitzettingen worden verricht naar aanleiding van rechterlijke uitspraken en dat de burgemeester op dit gebied geen enkel prerogatief heeft: het is niet aan hem om te beslissen of deze uitzettingen al dan niet gerechtvaardigd zijn of hoe ze worden uitgevoerd, aangezien ze het gevolg zijn van een rechterlijke uitspraak in een rechtsstaat. Hij herinnert aan de chronologie van de gebeurtenissen:

- Na een aantal juridische wendingen (een eerste beslissing van de Franstalige Rechtbank van Eerste Aanleg over een eenzijdig dwangbevel, ongeldig gemaakt door een tweede beslissing op basis van een rapport van de gemeentelijke diensten), besliste de Vrederechter van het kanton Sint-Pieters-Woluwe midden maart dat de bewoners het pand vrijwillig moesten verlaten

tegen 19 april.

- De gerechtsdeurwaarder stelt vast dat de bewoners het pand niet hebben verlaten op de vereiste datum en beslist om de bijstand van de politie te vragen om de ontruiming uit te voeren, wat de korpscommandant niet kan weigeren op straffe van het plegen van een strafbaar feit. De korpscommandant beslist, in overleg met de gerechtsdeurwaarder, wanneer de ontruiming zal plaatsvinden en hoe deze zal worden uitgevoerd. Dit valt niet onder de verantwoordelijkheid van de burgemeester. De burgemeester wordt wel op de hoogte gesteld zodra er gevaar is voor de openbare veiligheid.
- De bewoners waren op de hoogte gesteld van de datum van de ontruiming. Omdat er op sociale netwerken werd opgeroepen tot demonstraties, besloot de korpschef dat er een bepaald aantal politieagenten nodig was om de veiligheid te waarborgen. Er waren precies 75 politieagenten (en niet 200, zoals op de netwerken werd beweerd) toegewezen aan deze operatie, waaronder precies 10 om de mensen die uitgezet moesten worden te begeleiden en 10 tot 15 om het verkeer te regelen en de verkeersveiligheid te garanderen (ze moesten er met name voor zorgen dat niemand in de tunnel viel), met de anderen in reserve.

Hij begrijpt dat het traumatisch is om om 6u30 gewekt te worden door de politie, maar zegt dat dit met het grootste respect voor de mensen gebeurde en dat iedereen vrij kon vertrekken. Hij wijst erop dat één persoon weigerde zich aan te kleden, maar dat niemand geboeid werd of onder fysieke dwang werd meegenomen. Hij was zelf bij de dispatching en hield toezicht op de hele operatie in constante communicatie met de politie. Hij ontkent alle beschuldigingen van fysiek geweld tegen personen. Hij erkent dat een uitzetting traumatisch is, maar wijst erop dat als de bewoners dit hadden willen vermijden, ze het pand voor 19 april hadden kunnen verlaten. Hij voegt eraan toe dat er vanaf het begin hulp is geboden door maatschappelijk werkers van de gemeente en dat de gemeente ook heeft gezorgd voor vervoer van de bewoners en al hun persoonlijke bezittingen. De zondag voor de ontruiming is hij persoonlijk ter plaatse geweest om de bewoners te informeren. Hij vestigt de aandacht op het feit dat een burgemeester die instructies gaf om een rechterlijke beslissing niet uit te voeren, veroordeeld kan worden en de politiezone met sancties kon worden gedwongen deze beslissing uit te voeren. Tijdens de periode van het geschil probeerde hij een oplossing te vinden voor herhuisvesting, maar hij kreeg geen positieve reactie van de gewestelijke autoriteiten. Hij wijst erop dat het Gewest weigert de lasten voor het gebruik van een privé-eigendom te betalen. Hij noemt een gebouw in Sint-Gillis waarvan de lasten 14.500 euro per maand bedragen en dat het Gewest weigert te betalen. Hij is van mening dat het niet aan de gemeente is om dergelijke kosten te dragen. Wat het vorderingsbevel voor het Centrum Ariane betreft, bracht hij de SLRB op de hoogte van zijn voornemen en bezocht hij de site op 5 april om met Fedasil te praten. Hij bezocht het gebouw en stelde vast dat, in tegenstelling tot wat Fedasil beweert, het centrum niet verzadigd is en dat de lege verdiepingen niet in aanbouw zijn (Fedasil beweert de elektrische installatie te vernieuwen, maar geeft geen informatie over het werkschema). Hij verklaart dat hij zeer duidelijk is geweest tegen de uitgezette personen, die ervan op de hoogte waren gebracht dat het vorderingsbevel betrekking had op het Fedasil opvangcentrum. Hij geeft een overzicht van de gebeurtenissen die volgden op het vorderingsbevel:

- Zodra het bevel was uitgevaardigd, diende Fedasil op 7 mei een uiterst dringend beroep in bij de Raad van State. Dit is een procedure waarbij de zaak mondeling wordt bepleit, bijna zonder hoor en wederhoor. Het verslag van de auditor was ongunstig voor de gemeente, dus er bestond een risico op een ongunstige uitspraak.
- Wetende dat de uitzettingsdatum 14 mei was, zoals meegedeeld door de deurwaarder, en zonder de uitspraak van de Raad van State af te wachten, ging

de burgemeester op zoek naar een gemeentelijk gebouw om een plan B te hebben. Er werd een afspraak gemaakt voor de late namiddag van 9 mei met enkele vrouwen van de groep, die vergezeld waren van een klein kind, om het gebouw aan de Roodebeeksteenweg 331 te bezoeken, dat weliswaar niet optimaal maar wel ruim is. Men moest ermee instemmen om een grote kamer te delen met 8 of 10 mensen, en er zijn inderdaad geen douches, maar het kind was blij om de nabijgelegen speeltuin en het dierenpark in het Roodebeekpark te ontdekken, en er zijn douches in de buurt in het OCMW-rusthuis. Er was een discussie over de mogelijkheid om vetvrije maaltijden te bereiden in de kleine keuken van het gebouw, aangezien ze gewend zijn om elke dag friet te maken, wat niet aanvaardbaar is, maar er werd een aanbod gedaan om hen gezonde maaltijden te bezorgen. Ze vroegen ook naar de mogelijkheid om de kinderen onder te brengen in een gemeentelijke school of crèche, en Prinses Paola is niet ver weg. Op het moment van het bezoek leek er een akkoord bereikt te zijn, maar op zondag 12 mei verwierpen ze het voorstel per e-mail.

- In de namiddag van maandag 13 mei vernam hij dat de Raad van State zich onbevoegd had verklaard en dat bijgevolg het vorderingsbevel geldig was en dus gehandhaafd bleef. Hij stuitte op hevig verzet van Fedasil omdat Fedasil en de staatssecretaris geen precedent willen scheppen voor het huisvesten van mensen die geen internationale bescherming genieten in een Fedasil-centrum. Maandagavond kreeg hij een telefoontje van mw. Nicole de MOOR, die weigerde het vorderingsbevel te aanvaarden en vastbesloten was om samen met minister MARON een andere verblijfplaats te vinden. Ze zei hem dat haar stafchef hem zou terugbellen met een aanbod voor alternatieve huisvesting. Hij liet zijn mobiele telefoon de hele nacht aanstaan en ontving nooit meer een telefoontje van mevrouw de MOOR.
- Op dinsdag 14 ochtend, om 9 uur, kwam hij aan bij het Centrum Ariane en de verantwoordelijke van het centrum gaf hem geen toestemming om het gebouw binnen te gaan. Hij had de politie om hulp gevraagd. De centrumverantwoordelijke vroeg om te wachten op de vertegenwoordiger van Fedasil. Dit verplicht de zonale politie om een identiteitscontrole uit te voeren op alle uitgezette personen en hen ter beschikking te stellen van de Dienst Vreemdelingenzaken als ze niet in orde zijn, met het oog op hun mogelijke verwijdering uit het land. Sommige van deze mensen zijn al 18 jaar in België. Hij weigerde de zonepolitie een “razzia” te laten uitvoeren en zei dat als de vertegenwoordiger van Fedasil dit wilde, hij de federale politie moest inschakelen.
- De Fedasil-vertegenwoordiger moest uiteindelijk akkoord gaan met een nieuw bezoek aan het gebouw, en op de 5de en 3de verdieping van de D vleugel zag hij elektrische draden aan het plafond hangen op dezelfde plaatsen als tijdens het bezoek op 5 april, wat hem de indruk gaf dat alles in scène was gezet. Hoewel de beheerders beweerden dat er geen elektriciteit was op de 3e verdieping en dat de installaties niet beveiligd waren, vroeg hij om het elektrische paneel te zien en zodra het werd aangezet, ging het licht aan. De vertegenwoordiger van Fedasil en de manager van het centrum haalden veiligheidsproblemen aan en hij stelde voor om de installatie door de plaatselijke elektriciens te laten controleren. De vertegenwoordiger van Fedasil en de manager van het centrum maakten toen duidelijk dat ze geen enkele vorm van hulp zouden bieden om de mensen te helpen zich te installeren, dat ze geen toegang zouden hebben tot de lift of de gemeenschappelijke douches en dat ze geen maaltijden zouden kunnen krijgen. Ze vonden dat de gemeente alles zelf moest regelen, maar de gemeentelijke diensten en die van het OCMW hebben samengewerkt, met de steun van het Franstalige Rode Kruis, om de lokalen in te richten, en uiteindelijk heeft de directeur van het centrum erkend dat alles

was geïnstalleerd om de mensen in de best mogelijke omstandigheden onder te brengen.

Hij bedankt het OCMW, dat deze mensen de hele dag heeft begeleid. Hij erkent dat het middagmaal voor sommigen ongeschikt is omdat ze halal voedsel eten, maar wijst erop dat er andere mogelijkheden zijn en dat het OCMW ook wiegjes voor pasgeboren baby's heeft gekocht, evenals baden om zichzelf en het linnengoed te kunnen wassen. Hij zei dat hij ontsteld was om na dit alles te horen dat de gemeentelijke overheid "paternalistisch" en "racistisch" is geweest. Hij wijst erop dat de betrokken personen geen toestemming hebben gekregen van het Vlaamse Rode Kruis en Fedasil om de lift te gebruiken omdat ze "besmettelijk" zouden kunnen zijn, en dat ze ook hebben gevraagd om, om profylactische redenen, te controleren of geen van de vrouwen zwanger is en een medisch attest te krijgen waaruit hun gezondheidstoestand zou blijken, wat de gemeente heeft geweigerd. Hij wijst erop dat de beheerders zelfs een bewaker buiten de lift op de 3e verdieping hebben geplaatst. Hij behoudt zich het recht voor een klacht in te dienen bij UNIA. Hij wijst erop dat deze voorwaarden zijn opgelegd door Fedasil (en niet door de burgemeester!) in een poging om hem te ontmoedigen om te vorderen. Hij voegt eraan toe dat hij contact heeft opgenomen met minister Maron om een andere oplossing te vinden. Hij wijst erop dat het niet eenvoudig is om een vorderingsbevel uit te vaardigen. Hij wijst erop dat de zaak op 11 juni door de vrederechter zou worden behandeld, maar dat Fedasil een zaak had aangespannen bij het Gerecht van Eerste Aanleg voor een eenzijdig dwangbevel, dat in eerste aanleg werd verloren maar in hoger beroep in het gelijk werd gesteld, en dat de gemeente vandaag de uitspraak van het Hof van Beroep heeft ontvangen waarin de mensen 30 dagen kregen om het terrein te verlaten. Hij kondigt aan dat de gemeente een bezwaarschrift zou indienen. Hij wijst erop dat Fedasil geen planning van de werken op de betrokken verdiepingen kon voorleggen. Hij vestigt de aandacht op het feit dat de voorwaarden in het vorderingsbesluit van de burgemeester (artikel 134bis van de nieuwe gemeentewet) zo beperkend zijn dat het onmogelijk is om ze in noodgevallen na te leven. Hij is van mening dat het niet normaal is dat de overheid dergelijke obstakels opwerpt voor de vordering van een onroerend goed dat niet bewoond is. Hij merkt op dat het in het noorden van het land ondenkbaar is dat migranten zonder papieren worden gehuisvest en dat de zaken in het Gewest alleen worden gedeblokkeerd omdat hij met zijn vuist op tafel sloeg. Hij beweert de enige te zijn die zijn verantwoordelijkheid heeft genomen. Hij wijst erop dat er nog steeds geen bevestiging en geen datum is voor de overplaatsing en dat er opnieuw een beroep zal worden gedaan op de teams van de gemeente om voor vervoer te zorgen.

Mw. BORDES CASTELLS erkent dat Fedasil zijn verantwoordelijkheden niet heeft genomen. Ze vraagt of de burgemeester alles kon zien vanuit de dispatching.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat dit inderdaad het geval is, via een camera op de hoek van de Henri Georgeslaan, en dat hij zich vervolgens ter plaatse heeft begeven.

Mw. BORDES CASTELLS wijst erop dat de bewoners gewaarschuwd werden, maar niet dat het zo snel zou zijn. Ze maakt bezwaar tegen het feit dat het goed is dat alles in één dag is gedaan, maar dat het voor de mensen die wachten beter zou zijn geweest als het eerder was gedaan.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat het bij een ontruiming door de politie voor de hand ligt dat het tijdstip niet bekend wordt gemaakt, om elk risico op incidenten te voorkomen. Hij begrijpt dat niemand met jonge kinderen bij het kriecken van de dag gewekt wil worden, maar wijst erop dat rekening moet worden gehouden met het risico van grote aantallen demonstranten en problemen met de verkeersveiligheid. Hij

zegt dat de politie zeer respectvolle en menselijke mensen zijn. Hij erkent dat het peloton gekleed was in politie-uniform, maar wijst erop dat het niet deze agenten waren die het gebouw waren binnengegaan. Hij is ervan overtuigd dat als de Raad van State het vorderingsbevel ongeldig had verklaard, ze de oplossing van 331 Roodebeeksteenweg zouden hebben aanvaard. Hij wijst erop dat als de Dienst Vreemdelingenzaken op een dag zou beslissen dat deze mensen niet in het land mogen blijven, deze beslissing moet worden gerespecteerd, aangezien België een rechtsstaat is.

Mw. BOONEN bedankt iedereen voor het nemen van de tijd om deze kwesties te bespreken, want we mogen niet vergeten dat we het over mensen hebben. Ze gelooft dat burgers actie kunnen ondernemen om ervoor te zorgen dat mensenrechten worden gerespecteerd. Ze wijst erop dat zelfs met de beste steun, als de betrokken mensen niet instemmen, het een beetje een mislukking is. Ze begrijpt dat vrouwen die er al zo lang zijn en lijden onder geweld bij elkaar willen blijven en op hun hoede zijn.

Dhr. LORIAUX protesteert tegen de lasterlijke en smadelijke uitlatingen op de netwerken. Hij spreekt zijn afschuw uit over de houding van Fedasil en het Vlaamse Rode Kruis. Hij kan niet begrijpen hoe men in deze tijd een soort razzia kan organiseren. Hij stelt vast dat “Sint-Lambrechts-Woluwe, een gastvrije gemeente” nog steeds het geval is en dat de gemeente zelfs gastvrijer is geweest dan verwacht. Hij feliciteert het hele College en in het bijzonder de burgemeester voor zijn menselijke inzet.

Mw. DRION du CHAPOIS bedankt de burgemeester en de voorzitter van het OCMW, omdat iedereen zo attent is geweest voor deze mensen en alle teams van het OCMW en de gemeente voorbeeldig zijn geweest. Ze vindt het echt walgelijk wat er op internet te lezen was. Ze merkt op dat er geen bedankje van deze mensen komt en vindt dat kwetsend.

Mw. PANS bedankt alle gemeenteraadsleden voor het verslag dat naar hen werd gestuurd. Ze was ter plaatse toen de uitzetting plaatsvond en zag niets dramatisch: alles leek onder controle. Ze herinnert iedereen eraan dat de wet de wet is en dat, ook al is het soms moeilijk vanuit menselijk oogpunt, je niet altijd voorbij de barrières kunt gaan die bestaan in een rechtsstaat.

Dhr. de MAERE d'AERTRYCKE vraagt mw. BOONEN met welke oplossing zij dezelfde dag nog zou zijn gekomen als zij het tijdstip van de uitzetting had geweten.

Mw. BOONEN antwoordt dat zij vindt dat de burgers die in actie komen niet alleen maar herrie schoppen, maar erop wijzen dat de wetten soms niet eerlijk zijn.

Dhr. de MAERE d'AERTRYCKE wijst erop dat er binnen de instellingen vertegenwoordigers zijn om deze standpunten te verdedigen.

Dhr. MAINGAIN voegt eraan toe dat hij ervoor heeft gezorgd dat dit in zo humaan mogelijke omstandigheden is gebeurd. Hij herinnert zich dat toen het Fedasil-centrum werd geopend, het de burgemeester was die zich zorgen maakte over de veiligheidsomstandigheden en de brandweer om advies vroeg. Hij voegt eraan toe dat er toen niet genoeg douches waren en dat hij het OCMW-team mobiliseerde zodat mensen met beperkte mobiliteit in het rusthuis konden douchen, en dat de gemeente - jeugdendienst - zich ook ontfermde over de kinderen voor wie Fedasil twee zomers lang geen voorzieningen had getroffen. Hij betreurt dat vandaag, wanneer het de gemeente is die tijdelijk onderdak nodig heeft, Fedasil alles doet wat ze kan. Hij beweert dat het

niet de burgemeester van Sint-Lambrechts-Woluwe is die onmenselijkheid heeft getoond!

27.05.2024/A/0048 **Etat des plaines de jeux de notre commune, un bilan toujours contrasté... (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA interpelle le Collège comme suit à propos de l'état des plaines de jeux de la commune :

« Comme chaque année depuis 2012, j'ai visité 17 sites de plaines de jeux renseignées sur le site web de la commune. Le bilan est contrasté : j'y ai trouvé le meilleur mais aussi le pire ! Vous allez peut-être dire que je me répète mais la liste des plaines de jeux publiée sur le nouveau site web communal comporte toujours 2 erreurs : il y a 2 plaines n° 14. Je signale cela depuis des années ! Sur votre plan, figure aussi une plaine fermée : Floralties. Qu'est-ce qui empêche de tenir cette liste à jour pour informer correctement les parents ? La question des toilettes n'est toujours pas résolue et je dois en conclure que ce n'est pas aussi important que ça pour le Collège. Vous avez choisi d'ignorer ma proposition d'entretien qui a été faite en septembre 2018, avec une société prête à le faire. Cela se fait dans les plaines de jeux régionales, notamment au parc Georges Henri. Concernant l'état général des plaines de jeux, j'ai trouvé pas mal de nouveaux jeux, des clôtures en bon état, la végétation entretenue et, sauf cas particulier, un bon état de propreté. Je suis cependant inquiet devant certains manquements. Il reste des jeux qui ne sont pas identifiés malgré l'obligation légale qui s'impose à vous. Comment le service peut-il installer de nouveaux jeux sans les identifier ? Ne pouvez-vous pas prévoir dès la commande les nouvelles plaquettes d'identification qui permettent de signaler si un jeu a un problème ? Autre sujet d'inquiétude nettement plus grave : l'an passé, j'avais découvert des maillons de chaînes dangereusement usés. Le remplacement s'impose dès que l'usure est devenue visible. Certains ont été remplacés bien sûr mais à présent d'autres maillons de chaînes sont gravement usés ! Il y a 2 mois, un collègue conseiller de la majorité est intervenu en vous questionnant sur l'état des plaines de jeux. Votre réponse : « *Tout va bien, il y a des inspections très régulières et une firme spécialisée a été désignée !* » mais pourquoi ce collègue n'a-t-il pas été voir sur place ce qu'il en était ? Il aurait pu constater que non, tout n'est pas en ordre, l'usure des maillons ne date pas d'hier et si, sur une structure d'escalade, c'est grave, sur une balançoire cela peut avoir des conséquences dramatiques ! L'an dernier, il y a une chaîne de balançoire qui s'est cassée à Andromède.

Je souhaite à présent vous faire part de quelques observations particulières que je vous livre ici :

1. Bouton d'or : parfait.
2. Grootveld : OK pour les jeux mais la propreté du site laisse à désirer avec des déchets... dommage que certains parents ne soient pas plus attentifs !
3. Stade 1 (petite plaine en haut) : 1 jeu n'a pas de numéro.
4. Stade 2 : 2 jeux sans numéro. Il serait aussi souhaitable de nettoyer régulièrement certaines surfaces des jeux, de la mousse verte s'est formée et c'est dommage car les enfants glissent et se salissent.
5. Parc Malou : le jeu P-PM10 est cassé depuis plus de 2 semaines, il y a du ruban blanc et rouge mais certains parents sont un peu négligents et autorisent les enfants à utiliser les jeux cassés ! Sur la balançoire P-PM19, une manille de chaîne est usée à 60 %.
6. Tomberg : OK.

7. Verheyleweghen : merci pour le changement de mécanisme de fermeture, j'ai attendu cela depuis 2016 !
8. Parc de Roodebeek : il manque 1 poignée sur le portillon du bac à sable.
9. Andromède 2 : parfait.
10. Andromède 1 : parfait.
11. Orion : 1 des 2 portillons est bloqué fermé et les 2 poignées sont parties... Heureusement, il y a 2 entrées et on peut entrer par l'autre côté.
12. Timmermans : de nouveaux jeux ont été installés mais je n'y ai pas vu de numéros d'identification : la locomotive et le wagon... Bien sûr, il y a toujours la question du WC destiné à être accessible aux personnes handicapées et qui est toujours... inaccessible et ce depuis 2014 !
13. Van Meyel : il manque un numéro sur 2 nouveaux jeux.
14. Alice Itterbeek : OK.
15. Marcel Thiry : 2 maillons de chaîne très usés sur la grande structure et pire, sur la grande balançoire. Il y a aussi un panneau de clôture qui est détaché au fond vers la forêt urbaine.
16. Charmille : une superbe nouvelle plaine fraîchement inaugurée MAIS la bordure en plastique gris qui déborde du sol est dangereuse et le portillon est très léger : il est vraiment inadéquat et des mamans se sont plaintes à moi.
17. Wolubilis : tout est en ordre et tous les jeux sont maintenant identifiés.

Je vous remercie d'avance pour vos réponses et surtout pour les actions qui seront prises. Je fais cette interpellation tous les ans et ceci sera ma dernière intervention sur ce sujet. Je ne sais pas qui prendra la relève. »

M. LORIAUX signale qu'il s'est rendu sur différentes plaines après son interpellation, avec son petit bout et qu'il voit son sourire. C'est pourquoi il réitère ses félicitations et remerciements au Collège.

M. VAN der AUWERA fait remarquer qu'il s'y rend également avec ses petits-enfants.

M. JAQUEMYNS donne la réponse suivante :

« Les plaines de jeux de notre commune sont en bon état. Elles sont entretenues par une équipe sous la supervision d'un brigadier qui a la gestion opérationnelle des plaines de jeux spécifiquement dans ses attributions. Votre liste est une photographie à un instant T. Je précise que le service des espaces verts n'attend pas votre liste pour agir et procéder aux réparations ou entretiens nécessaires des modules de jeux. Sur le contrôle des modules de jeux, je souhaite clarifier les choses. Tout d'abord, lors du dernier contrôle effectué par le bureau agréé, l'usure des maillons des chaînes des jeux n'a pas été relevée comme problématique ou nécessitant un remplacement immédiat. Par ailleurs, dans le cadre de la formation sur la sécurité suivie par le responsable des plaines de jeux, il est précisé qu'il y a une certaine tolérance dans l'usure des maillons qui est acceptée. En outre, sur certains modules, il y a une chaîne complémentaire qui est là pour assurer la sécurité. C'est bien le contrôle continu des plaines de jeux qui permet au responsable de vérifier les maillons des chaînes et de procéder, au besoin, à leur remplacement. Autre point qui doit nous réjouir : nos plaines de jeux sont particulièrement fréquentées par les enfants. Toute personne qui fréquente nos nombreux espaces verts où une aire de jeux est présente peut le constater. Dès qu'il y a un rayon de soleil (mais ces derniers mois, c'est plutôt dès l'instant où il ne pleut plus), les lieux sont pris d'assaut par des enfants enthousiastes. C'est dire si nos plaines de jeux rencontrent un franc succès. Par ailleurs, les plaines de jeux, c'est comme la propreté publique. Il faut sans cesse remettre l'ouvrage sur le métier. Comme je l'ai déjà indiqué régulièrement ici, la vérification des modules de

jeux est régulière ainsi que l'entretien en termes de propreté publique pour ces différents espaces. Il peut néanmoins arriver - cela a déjà été constaté - que le service à peine passé pour nettoyer la plaine, elle est à nouveau souillée par des déchets qui sont parfois jetés de manière incivique par certaines personnes (et je ne vise pas spécifiquement les enfants). A votre question relative à la publication de la carte reprenant les plaines de jeux sur la page du site internet y relative, je peux répondre que la situation a été régularisée depuis et la bonne carte se trouve maintenant sur le site. Concernant votre question relative aux plaquettes d'identification, tous les jeux sont marqués soit avec une plaquette, soit avec une mention manuscrite dans l'attente du placement d'une plaquette reprenant le code alphanumérique du jeu si elle est en commande. Il se peut qu'une plaquette soit manquante parce que volée ou ancienne et nécessite son remplacement. Le service vérifie la situation et au besoin, ajoute une plaquette d'identification. Des commandes de plaquettes sont donc faites de manière régulière. Quant aux nouveaux jeux, on n'attend pas d'avoir la plaquette pour sortir le jeu. Je ne reviens pas sur les plaines de jeux Bouton d'or, Grootveld, Stade 1, Parc Pechère, Verheyleweghen, Andromède 1 et 2, Itterbeek et Wolubilis pour lesquelles il n'y a soit rien à signaler, soit je viens de répondre à l'élément signalé (ex. : propreté). Sur les autres plaines de jeux :

- Stade 2 : les jeux sont généralement nettoyés au printemps au jet d'eau à haute pression. Ce travail est dépendant de la météo. Le temps que nous connaissons actuellement favorise ce type de végétation (petite mousse). Le nettoyage est au planning.
- Parc Malou : un jeu est effectivement défectueux depuis plus de 2 semaines. Comme j'ai eu l'occasion de l'expliquer par le passé, le jeu est interdit et est barré par une rubalise rouge et blanche dans l'attente de sa réparation. Un avis est également apposé sur le jeu. Il faut préciser que les équipes doivent régulièrement passer sur place pour remettre les avis indiquant l'impossibilité temporaire d'utiliser le module de jeu. En effet, il n'est pas rare de constater leur disparition. Par ailleurs, je précise qu'il est de la responsabilité des parents de faire respecter la rubalise par leurs enfants. Je précise en outre que le module référencé P-PM19 va être retiré de la plaine de jeux et doit être remplacé. Les chaînes et assises ont déjà été enlevées
- Parc Malou : sur la manille de la balançoire : elle n'a pas été relevée par l'entreprise agréée lors de son dernier passage comme étant problématique et nécessitant son remplacement. Je rappelle que c'est justement le travail de cet organisme que de contrôler les installations de nos plaines de jeux et d'émettre des avis et recommandations d'entretien ou de remplacement. Au besoin, elle sera remplacée en cours d'année.
- Parc de Roodebeek : la poignée du portillon du bac à sable était en commande et a été réceptionnée. Elle a donc immédiatement été placée.
- Orion : le service a apporté une solution au problème rencontré
- Timmermans : sur la question de l'accessibilité du WC, comme je l'ai déjà indiqué, nous avons tenté de trouver du personnel pour procéder à l'entretien de ce lieu, sans succès. On peut envisager l'appel à une firme extérieure mais cela a un coût non négligeable pour la commune.
- Marcel Thiry : les 2 maillons de chaîne n'ont pas été relevés comme dangereux par la société en charge de l'inspection des plaines de jeux, dont c'est, je le rappelle, le travail principal. Le service les a néanmoins changés dans le cadre de son contrôle continu des plaines de jeux.
- Marcel Thiry : la plaine de jeux est fermée la nuit. Le service a effectivement constaté qu'un morceau du grillage avait été démonté. On subodore une intrusion nocturne dans la plaine de jeux. Le grillage doit donc faire l'objet d'une réparation et doit être réaccroché.

- Charmille : la bordure avait été identifiée et entretemps, elle est cassée. Donc, elle a été retirée. Quant au portillon, il doit être maintenu pour assurer la sécurité sur la plaine de jeux. Le cas échéant, on verra s'il y a lieu ou non de le remplacer. »

M. VAN der AUWERA reconnaît que l'on peut mesurer le chemin qui a été parcouru depuis 12 ans. Il se dit satisfait que l'on sache aujourd'hui clairement qui est responsable des plaines de jeux. Il remercie pour le travail qui a été réalisé.

**Staat van de speeltuinen in onze gemeente, nog steeds een gemengd plaatje...
(Dhr. VAN der AUWERA)**

Dhr. VAN der AUWERA interpelleert het College als volgt over de staat van de speeltuinen van de gemeente:

"Zoals ik sinds 2012 elk jaar doe, heb ik 17 speeltuinlocaties bezocht die op de website van de gemeente staan. De resultaten waren gemengd: ik vond de beste maar ook de slechtste! U zult misschien zeggen dat ik in herhaling val, maar de lijst met speeltuinen die op de nieuwe gemeentelijke website staat, bevat nog steeds 2 fouten: er zijn 2 speeltuinen nr. 14. Ik wijs hier al jaren op! Uw kaart toont ook een gesloten speelzone: Floraliën. Wat houdt ons tegen om deze lijst up-to-date te houden zodat ouders goed geïnformeerd kunnen worden? De kwestie van de toiletten is nog steeds niet opgelost en ik moet concluderen dat dit niet zo belangrijk is voor de school. U heeft ervoor gekozen om mijn voorstel voor onderhoud, dat in september 2018 is gedaan met een bedrijf dat bereid is om het te doen, te negeren. Dit wordt gedaan op gewestelijke speeltuinen, waaronder die van het Georges Henripark. Wat de algemene staat van de speeltuinen betreft, heb ik heel wat nieuwe speeltoestellen, hekken in goede staat, onderhouden vegetatie en, behalve in speciale gevallen, een goede staat van netheid aangetroffen. Ik maak me echter zorgen over bepaalde tekortkomingen. Er zijn nog steeds speeltoestellen die niet geïdentificeerd zijn, ondanks uw wettelijke verplichting om dit te doen. Hoe kan de dienst nieuwe speeltoestellen installeren zonder ze te identificeren? Kan u de nieuwe identificatieplaatjes niet bij de bestelling leveren, zodat u kunt zien of een set een probleem heeft? Een andere veel ernstiger reden tot bezorgdheid: vorig jaar ontdekte ik enkele gevaarlijk versleten kettingschakels. Deze moeten worden vervangen zodra de slijtage zichtbaar wordt. Sommige zijn natuurlijk vervangen, maar nu zijn er andere kettingschakels ernstig versleten! 2 maanden geleden vroeg een collega-raadslid u naar de staat van de speeltuinen. U antwoordde: "Alles is in orde, er zijn regelmatige inspecties en er is een gespecialiseerd bedrijf aangesteld", maar waarom is deze collega niet zelf gaan kijken? Dan had hij kunnen zien dat, nee, niet alles in orde was, dat de schakels niet onlangs kapot gegaan zijn en dat dit bij een klimstructuur erg is, maar bij een schommel dramatische gevolgen kan hebben! Vorig jaar brak er een schommelketting bij Andromeda.

Ik wil nu graag een paar specifieke observaties met jullie delen:

1. Boterbloem: perfect.
2. Grootveld: OK voor de spelletjes, maar de netheid van het terrein laat te wensen over, met zwerfvuil... jammer dat sommige ouders niet beter opletten!
3. Stadion 1 (klein speeltuintje bovenaan): 1 speeltuig heeft geen nummer.
4. Stadion 2: 2 speeltuigen zonder getallen. Het zou ook een goed idee zijn om sommige oppervlakken van speeltuigen regelmatig schoon te maken, want er heeft zich groen mos gevormd, wat jammer is omdat kinderen uitglijden en vies worden.

5. Maloupark: speeltoestel P-PM10 is al meer dan 2 weken kapot. Er is rood en wit afzetlint, maar sommige ouders zijn een beetje onvoorzichtig en laten hun kinderen de kapotte speeltoestellen gebruiken! Op de schommel P-PM19 is een kettingsluiting voor 60% versleten.
6. Tomberg: OK.
7. Verheyleweghen: bedankt voor het vervangen van de vergrendeling, ik wacht hier al sinds 2016 op!
8. Roodebeekpark: er ontbreekt 1 handvat aan de zandbakpoort.
9. Andromeda 2: perfect.
10. Andromeda 1: perfect.
11. Orion: 1 van de 2 hekkens zit op slot en de 2 handvatten zijn weg... Gelukkig zijn er 2 ingangen en kan men langs de andere kant binnen.
12. Timmermans: er zijn nieuwe speeltuigen geplaatst, maar ik heb er geen identificatienummers op gezien: de locomotief en de wagon... Natuurlijk is er altijd de kwestie van het toilet, dat bedoeld was om toegankelijk te zijn voor mensen met een handicap, maar dat nog steeds... ontoegankelijk is, en dat al sinds 2014!
13. Van Meyel: 2 nieuwe speeltuigen missen een nummer.
14. Alice Itterbeek: OK.
15. Marcel Thiry: 2 zeer versleten kettingschakels op de grote structuur en erger, op de grote schommel. Er is ook een los hekwerk achteraan in de richting van het stadsbos.
16. Haagbeuken: een prachtige nieuwe speeltuin die net is ingehuldigd MAAR de grijze plastic rand die over de grond hangt is gevaarlijk en het hek is erg licht: het is echt ontoereikend en sommige moeders hebben bij mij geklaagd.
17. Wolubilis: alles is in orde en alle spelletjes zijn nu geïdentificeerd.

Ik wil u alvast bedanken voor uw antwoorden en vooral voor de actie die ondernomen zal worden. Ik doe deze oproep elk jaar en dit zal mijn laatste zijn over dit onderwerp. Ik weet niet wie het van mij overneemt."

Dhr. LORIAUX wijst erop dat hij na zijn oproep met zijn kleintje verschillende speeltuinen heeft bezocht en dat hij zijn glimlach kan zien. Hij herhaalt daarom zijn felicitaties en dank aan het College.

Dhr. VAN der AUWERA wijst erop dat hij er ook met zijn kleinkinderen naartoe gaat.

Dhr. JAQUEMYNS antwoordt als volgt:

"De speeltuinen in onze gemeente zijn in goede staat. Uw lijst is een momentopname. Ik wil erop wijzen dat de dienst groene ruimtes niet op uw lijst wacht om actie te ondernemen en de nodige reparaties of het nodige onderhoud aan de speelmodules uit te voeren. Ik wil graag een paar punten verduidelijken over de controle van de speeltoestellen. Ten eerste werd tijdens de laatste inspectie door het erkende bureau de slijtage van de schakels van de speeltuinkettingen niet als een probleem of als een onmiddellijke vervanging beschouwd. Bovendien wordt in de veiligheidstraining die de speeltuinbeheerder krijgt, gespecificeerd dat er een bepaalde tolerantie is in de slijtage van de schakels, die wordt geaccepteerd. Bovendien is er op bepaalde modules een extra ketting om de veiligheid te garanderen. Door de speeltuinen voortdurend te controleren, kan de beheerder de kettingschakels controleren en indien nodig vervangen. Een ander punt om blij mee te zijn is dat onze speeltuinen bijzonder populair zijn bij kinderen. Iedereen die onze vele groene ruimtes bezoekt waar een speeltuin is, kan dit zien. Zodra er een zonnestraal is (maar de laatste maanden is dat eerder het moment dat het stopt met regenen), worden de plekken ingenomen door enthousiaste kinderen. Zo ziet u maar hoe populair onze speeltuinen zijn. Trouwens,

speeltuinen zijn net als openbare netheid. Men moet het blijven doen. Zoals ik hier al regelmatig heb gezegd, worden de speelmodules regelmatig gecontroleerd, net als het onderhoud op het gebied van openbare netheid voor deze verschillende gebieden. Het kan echter gebeuren - en dit is al opgemerkt - dat zodra de dienst de speelzone heeft schoongemaakt, deze opnieuw wordt bevuild door afval dat soms op een onbeschaafde manier wordt weggegooid door bepaalde mensen (en dan heb ik het niet specifiek over kinderen). In antwoord op uw vraag over de publicatie van de kaart met de speeltuinen op de betreffende pagina van de website, kan ik zeggen dat de situatie inmiddels is rechtgezet en dat de juiste kaart nu op de site staat. Wat betreft uw vraag over identificatieplaatjes: alle spellen worden gemarkeerd met een label of een handgeschreven briefje in afwachting van de installatie van een label met de alfanumerieke code van het spel als het in bestelling is. Het is mogelijk dat een tag ontbreekt omdat deze gestolen of oud is en vervangen moet worden. De dienst controleert de situatie en voegt indien nodig een identificatieplaatje toe. Er worden dus regelmatig plaatjes besteld. Voor nieuwe spellen wachten we niet tot we het plaatje hebben voordat we het spel uitbrengen. Ik ga niet terugkomen op de speeltuinen Boterbloem, Grootveld, Stadion 1, Pechèrepark, Verheyleweghen, Andromeda 1 en 2, Itterbeek en Wolubilis, waarvoor ofwel niets te melden valt ofwel ik enkel heb gereageerd op het aangehaalde punt (bv. netheid).

Andere speeltuinen:

- Stadion 2: de speeltuinen worden meestal in het voorjaar gereinigd met een hogedrukwaterstraal. Dit werk is afhankelijk van het weer. Het huidige weer is gunstig voor dit soort vegetatie (klein mos). De schoonmaak is gepland.
- Maloupark: een speeltuig al meer dan 2 weken defect. Zoals ik in het verleden al heb uitgelegd, is het speelterrein verboden terrein en wordt het afgezet met rood en wit lint totdat het gerepareerd is. Er is ook een waarschuwing op het spel aangebracht. Er moet op worden gewezen dat de teams regelmatig naar de site moeten gaan om de waarschuwingen terug te plaatsen die aangeven dat het tijdelijk onmogelijk is om de spelmodule te gebruiken. Het is zelfs niet ongewoon dat ze ontbreken. Ik wil er ook op wijzen dat het de verantwoordelijkheid van de ouders is om ervoor te zorgen dat hun kinderen dat respecteren. Ik wil er ook op wijzen dat de module waarnaar wordt verwezen P-PM19 zal worden verwijderd van de speeltuin en moet worden vervangen. De kettingen en stoelen zijn al verwijderd.
- Maloupark: de sluiting van de schommel is tijdens het laatste bezoek door het erkende bedrijf niet als problematisch aangemerkt en moet worden vervangen. Ik herinner u eraan dat het de taak is van deze instantie om de installaties op onze speelplaatsen te inspecteren en adviezen en aanbevelingen te geven voor onderhoud of vervanging. Indien nodig zullen ze in de loop van het jaar worden vervangen.
- Roodebeekpark: de hendel voor het hek van de zandbak was besteld en is ontvangen. Het is daarom onmiddellijk geïnstalleerd.
- Orion: de dienst heeft een oplossing voor het probleem aangedragen.
- Timmermans: wat betreft de kwestie van de toegankelijkheid van het toilet: zoals ik al heb aangegeven, hebben we geprobeerd personeel te vinden voor het onderhoud van deze ruimte, maar zonder succes. We zouden kunnen overwegen om een extern bedrijf in te schakelen, maar dit zou aanzienlijke kosten voor de gemeente met zich meebrengen.
- Marcel Thiry: de 2 kettingschakels werden niet als gevaarlijk bestempeld door het bedrijf dat verantwoordelijk is voor de inspectie van de speeltuinen, wat, ik herinner u eraan, hun belangrijkste taak is. Toch heeft de dienst ze vervangen in het kader van de lopende inspectie van de speeltuinen.
- Marcel Thiry: de speeltuin is 's nachts gesloten. Het departement heeft

inderdaad gemerkt dat er een stuk hekwerk is verwijderd. We vermoeden dat iemand 's nachts heeft ingebroken in de speeltuin. Het hek moet dus gerepareerd en opnieuw opgehangen worden.

- Haagbeuken: de omheining was geïdentificeerd en is ondertussen gebroken. Het is daarom verwijderd. Het hek moet onderhouden worden om de veiligheid op de speelplaats te garanderen. Als het nodig is, zullen we kijken of het vervangen moet worden."

Dhr. VAN der AUWERA erkent dat we de vooruitgang van de afgelopen 12 jaar kunnen meten. Hij zegt blij te zijn dat nu duidelijk is wie verantwoordelijk is voor de speeltuinen.

27.05.2024/A/0049 **Occupation de l'hôtel Monty par des femmes et enfants sans-papiers. (M. LORIAUX)**

Ce point a été traité conjointement avec le point 47.

Bezetting van het Monty Hotel door vrouwen en kinderen zonder papieren. (Dhr. LORIAUX)

Dit punt werd samen met punt 47 behandeld.

Eric Bott entre en séance / treedt in zitting.

Pierre-Alexandre de Maere d'Aertrycke entre en séance / treedt in zitting.

Elsa Boonen entre en séance / treedt in zitting.

Questions d'actualité (Section 4 - art. 7 - sous-section 4) - Vragen over de actualiteit (Afdeling 4 - art. 7 - onderafdeling 4)

27.05.2024/A/0050 **Question d'actualité urgente : Organisation des prochaines élections - Envoi des convocations ? (M. VAN der AUWERA)**

M. VAN der AUWERA signale que sa collègue Mme BOONEN a reçu sa convocation électorale aujourd'hui. Il ajoute qu'avec l'information reçue du secrétaire communal par téléphone, il a compris que la machine à voter dans le hall de l'hôtel communal n'est pas laissée là le soir et qu'il faut venir pendant les heures d'ouverture. Il constate que les convocations sont en route, avec un peu de retard mais rien de dramatique.

M. MAINGAIN répond que l'on ne peut pas vraiment parler de retard mais que le service a envoyé les convocations au plus près de la date limite autorisée car jusqu'à la dernière minute, il fait la mise à jour de la liste des électeurs en radiant les personnes parties à l'étranger ou décédées. Il ajoute qu'une information sur les procédures de vote est disponible sur le site internet communal. Il précise par ailleurs que pour ceux qui veulent se rendre au bureau de vote à vélo, il y aura des range-vélos à l'entrée des

bureaux de vote mais qu'il faudra veiller à ce qu'il n'y ait pas de publicités sur les vélos ce jour-là (de même que sur les voitures) et que s'il y en a, elles seront enlevées d'autorité par la police.

Vraag van dringende actualiteit: Organisatie van de komende verkiezingen - Verzending van de oproepingsbrieven? (Dhr. VAN der AUWERA)

Dhr. VAN der AUWERA meldt dat zijn collega mw. BOONEN vandaag haar oproepingsbrief voor de verkiezingen heeft ontvangen. Hij voegt eraan toe dat hij uit de telefonische informatie van de gemeentesecretaris heeft begrepen dat de stemmachine in de hal van het gemeentehuis er 's avonds niet meer staat en dat het noodzakelijk is om tijdens openingstijden te komen. Hij merkt op dat de uitnodigingen onderweg zijn, een beetje laat maar niets dramatisch.

Dhr. MAINGAIN antwoordt dat er niet echt sprake is van vertraging, maar dat de dienst de uitnodigingen zo dicht mogelijk bij de toegestane termijn heeft verstuurd, omdat hij tot op het laatste moment bezig was met het bijwerken van de kiezerslijst door mensen te verwijderen die naar het buitenland waren vertrokken of overleden zijn. Hij voegt eraan toe dat informatie over de stemprocedures beschikbaar is op de gemeentelijke website. Hij wijst er ook op dat er fietsenrekken bij de ingangen van de stembureaus zullen zijn voor degenen die met de fiets naar het stembureau willen gaan, maar dat er op gelet moet worden dat er die dag geen reclame op de fietsen zit (hetzelfde geldt voor auto's) en dat als die er wel zijn, ze door de politie zullen worden verwijderd.

Le Secrétaire communal,
De Gemeentesecretaris,

La Présidente,
De Voorzitster,

Patrick Lambert

Ariane Calmeyn